

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1328

21 mai 2015

SOMMAIRE

Arctic Russia S.à.r.l. / B.V.	63699	Luxembourg Investment Company 49 S.à.r.l.	63707
Biosea	63705	Luxenis S.à r.l.	63704
Blue Edge SICAV SIF	63730	Luxlite Lamp S.à r.l.	63704
CitCor Franconia Leipzig S.à r.l.	63701	Luxlite Lamp S.à r.l.	63704
Coditel S.à.r.l.	63699	Luxsalaires S.A.	63704
Craven Properties S.à r.l.	63701	Malgrolux s.à.r.l.	63744
Creditis S.A.	63700	Musée National des Mines de Fer Luxem- bourgeoises à Rumelange	63706
Crosstree Real Estate Finance S.à r.l.	63700	OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l.	63698
CROWN PREMIUM Private Equity V Mas- ter North America S.C.S., SICAF-FIS ...	63698	Optique New Look	63743
DRRE Securitisation S.A.	63702	Parkstadt Hotel	63698
E.Fuel S.A.	63701	Patriot Court S.à.r.l.	63708
E.Fuel S.A.	63702	Prime Frankfurt Goetheplatz A 2 s.à r.l.	63699
E.Fuel S.A.	63702	Quarteira S.à.r.l.	63708
Fermaca Luxembourg S.à r.l.	63701	Rivas Capital Partners S.à.r.l.	63718
Financière Tawioun S.A.	63742	RPFI Soparfi A S.à r.l.	63700
FJMNY Europe S.A.	63705	S.A. HENKEL BELGIUM, succursale de Lu- xembourg	63705
Fuelsco	63705	S.G.I. S.A.	63698
Hipoteca XI Lux S.à r.l.	63723	SP Securitisation S.à r.l.	63710
Immex S.A.	63703	TES Global Investments S.à r.l.	63723
INFOSEC Spf S.A.	63704	Vatnar S.à r.l.	63726
Island Immo	63703	VIII Chateau Finance S.à r.l.	63698
Kaloo S.à r.l.	63702	VIII Investment UK S.à r.l.	63699
KS&T Investment Financing S.à r.l.	63703		
L.B. Constructions s.à r.l.	63703		
Le Lac S.A.	63744		
LSREF3 Lusort Holdings S.à r.l.	63743		

VIII Chateau Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 151.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050198/9.

(150057557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.275,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 155.923.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Référence de publication: 2015050676/10.

(150057874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Parkstadt Hotel, Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 138.197.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Parkstadt Hotel S.A.

Référence de publication: 2015050689/10.

(150057857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

CROWN PREMIUM Private Equity V Master North America S.C.S., SICAF-FIS, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, Place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 163.402.

Les statuts coordonnés de la Société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CROWN PREMIUM Private Equity V MASTER NORTH AMERICA S.C.S., SICAF-FIS
Signatures

Référence de publication: 2015050375/12.

(150057863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

S.G.I. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1540 Luxembourg, 36, rue Benjamin Franklin.

R.C.S. Luxembourg B 157.954.

EXTRAIT

Il découle d'une assemblée générale extraordinaire sous seing privée en date du 31 mars 2015 que:

- d'accepter le changement d'adresse du siège social:

- qui se trouve à partir de ce jour au L-1540 Luxembourg, 36, Rue Benjamin Franklin.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31/03/2015.

Signature.

Référence de publication: 2015050122/13.

(150057251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

VIII Investment UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 122.937.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050871/9.

(150058130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Coditel S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 112.067.

J'ai le regret de vous présenter ma démission, avec effet au 31 janvier 2015 du poste de gérant de la société CODITEL S.à.r.l. (RCS / B112067).

Luxembourg, le 31.1.2015.

Wim DE NAEYER.

Référence de publication: 2015051034/10.

(150059364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Arctic Russia S.à.r.l. / B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 194.593.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale des associés en date du 2 avril 2015

1. M. Nicolas Gasztonyi, a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat.

2. M. Gérard Bruno Birchen, administrateur de sociétés, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 décembre 1961, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie B, avec effet immédiat, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Arctic Russia S.à r.l. / B.V.

Un mandataire

Référence de publication: 2015050947/16.

(150058943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Prime Frankfurt Goetheplatz A 2 s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 14, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 158.401.

Auszug aus den Beschlüssen des Geschäftsführerrates der Gesellschaft im Umlaufverfahren vom 27. Februar 2015

Am 27. Februar 2015 hat der Geschäftsführerrat der Gesellschaft folgenden Beschluss gefasst:

- Verlegung des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft von derzeit 24, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg nach: 14, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg mit Wirkung zum 1. März 2015»

- Die Geschäftsführer der Gesellschaft, Herr Cyril Amos Friedrich SCHELLING und Herr Matthias EDER, haben ebenfalls ihre berufliche Adresse nach:

14, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg mit Wirkung zum 1. März 2015 verlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 1. April 2015.

Prime Frankfurt Goetheplatz A 2 S.à r.l.

Unterschrift

Référence de publication: 2015050698/19.

(150058095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

RPFI Soparfi A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.350.025,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 72.289.

Les comptes consolidés de CBRE Retail Property Fund Ibérica LP au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Avril 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015050117/13.

(150057315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Creditis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 182.573.

Extrait du procès-verbal du Conseil tenu le 23 mars 2015

Résolutions:

- Le Conseil décide de transférer le siège social de son adresse actuelle au 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, avec effet au 02/04/2015.

- Mme. Derains Virginie, Mme. Lobo Sarah et M. Stoffel Jean Martin auront désormais comme adresse professionnelle: 16, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 23 mars 2015.

Référence de publication: 2015051040/16.

(150059217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Crosstree Real Estate Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.000,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 172.804.

Suite aux résolutions de l'associé unique de la Société en date du 31 mars 2015, les décisions suivantes ont été prises:

- Démission du gérant de catégorie B suivant à compter du 31 mars 2015:

Monsieur Franciscus W.J.J. Welman, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

- Nomination du gérant de catégorie B suivant à compter du 31 mars 2015 pour une durée indéterminée:

Monsieur Robert Jan Schol, né le 1^{er} août 1959 à Delft, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la société est comme suit:

- David John Michael Hazzard, gérant de catégorie A;

- Ryan Craig, gérant de catégorie A;

- Andrew David Le Gal, gérant de catégorie A;

- Robert Jan Schol, gérant de catégorie B,

- Patrick L.C. van Denzen, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Patrick L.C. van Denzen

Gérant de catégorie B

Référence de publication: 2015051041/24.

(150058769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

E.Fuel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 165.937.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015051071/9.
(150058770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Fermaca Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 86.250,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 134.151.

—
Veuillez prendre note du changement d'adresse de l'associé, Transcontinental Gas Invest S.à r.l.:
6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 avril 2015.
Signature
Un Mandataire
Référence de publication: 2015051114/14.
(150059079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

CitCor Franconia Leipzig S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 4.091.106,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 130.112.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 27 mars 2015

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:
- d'accepter la démission de Bernhard Rieksmeier en tant que gérant de la Société avec effet au 31 mars 2015;
- de nommer Thomas Gerd Gemeinholzer, née le 3 février 1967, Baden-Baden, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au Jahnstraße 64, 63150 Heusenstamm, Allemagne, en tant que gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2015 et ce pour une durée illimitée.
Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.
Référence de publication: 2015051031/15.
(150058953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Craven Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 124.797.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signés en date du 15 décembre 2014 que:
- Eclipse Entreprise Holdings Ltd a cédé 640 parts sociales ordinaires et 160 parts sociales privilégiées qu'elle détenait dans la Société à la société Achadas Worldwide Inc.
La répartition des parts sociales en date du 15 décembre 2014 se présente désormais comme suit:
- Achadas Worldwide Inc: 800 parts sociales ordinaires et 200 parts sociales privilégiées
Pour extrait
Pour la Société
Référence de publication: 2015051058/16.
(150059291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

E.Fuel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 165.937.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051072/9.

(150058776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

E.Fuel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 165.937.

EXTRAIT

Dorénavant, Madame Valérie WESQUY née à Mont-Saint-Martin (France) le 6 mars 1968, demeurant professionnellement au 19, boulevard Grande Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg, sera inscrite sous le nom de Valérie RAVIZZA.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015051073/12.

(150058784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Kaloo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 191.682.

Veillez prendre note que Monsieur Arthur MAZI UZUM, gérant de classe A de la société, réside désormais à Rua Canario 80, apto 181A, Moema, São Paulo, SP, zip 04521-000.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Pour avis sincère et conforme

Pour Kaloo S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015051241/13.

(150059315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

DRRE Securitisation S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 122.266.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du Conseil d'administration de la Société tenu en date du 17 décembre 2014 que:

«Résolution 5

Le Conseil d'Administration approuve la nomination pour une durée indéterminée:

- De Monsieur Franck BECHEREL, né le 5 janvier 1964 à Louviers, France, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel, au mandat d'administrateur délégué à la gestion journalière;

- De Monsieur Nikolaas COENEGRACHTS, né le 2 juillet 1975 à Turnhout, Belgique, demeurant professionnellement à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel au mandat d'administrateur délégué à la gestion journalière.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015051070/20.

(150058960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Island Immo, Société Anonyme.

Siège social: L-9906 Troisvierges, 6, rue Staedtgen.

R.C.S. Luxembourg B 102.173.

Der Jahresabschluss vom 31/12/2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051233/9.

(150059151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

KS&T Investment Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 158.228.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette en date du 5 décembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015051253/11.

(150059345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Immex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 167.754.

Il résulte des résolutions du conseil d'administration de la Société, passées lors de sa réunion en date du 26 janvier 2015, que le conseil d'administration a décidé de nommer en lieu et place de feu Me Nicolas SCHAEFFER, décédé le 17 novembre 2014, par la voie de la cooptation, Madame Beatrice GHIOCA, née le 19 juin 1980 à SUCEAVA (ROUMANIE), demeurant professionnellement à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2015.

Pour IMMEX S.A.

Claude GEIBEN

Délégation spéciale

Référence de publication: 2015051221/16.

(150058907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

L.B. Constructions s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7480 Tuntange, 2, rue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 175.879.

Extrait des décisions prises par les associés date du 23 mars 2015.

Conformément aux termes et conditions définies dans la convention de cession de parts, le cédant Sonia BRANDAU ESCUDEIRO, attachée de direction, née le 23 janvier 1984 à Gloria/Aveiro (Portugal), demeurant à L-8374 Hobscheid, 5A, rue de l'Eglise, accepte de vendre et transférer 10 (dix) parts sociales qu'elle détient dans la société L.B. Constructions S.à r.l. au Cessionnaire, Madame Aldina BRANDAO PORTUGAL, gérante administrative, demeurant à L-7480 Tuntange, 2, rue du Bois.

Le Cédant a marqué son accord de vendre, et le Cessionnaire son accord de racheter au Cédant 10 (dix) parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

L.B. CONSTRUCTIONS s.à r.l.

Référence de publication: 2015051257/18.

(150059214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Luxenis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3320 Berchem, 64, rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 184.108.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015051266/10.

(150059423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Luxsalaires S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 53, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 98.910.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015051269/10.

(150059129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Luxlite Lamp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 22, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 155.027.

Les comptes annuels au 31/03/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en remplacement d'une première version déposée le 06/05/2013 sous le numéro de dépôt L130071040.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015051267/11.

(150058843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Luxlite Lamp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 22, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 155.027.

Les comptes annuels au 31/03/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en remplacement d'une première version déposée le 23/12/2013, sous le numéro de dépôt L130219852.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015051268/11.

(150058862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

INFOSEC Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 20.791.

Le bilan de la société au 30 juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015051225/12.

(150059385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Biosea, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 161.903.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015050305/9.
(150057923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

FJMN Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 164.182.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue le 30 mars 2015 par voie circulaire

Acceptation de la démission de Monsieur Norbert SCHMITZ et des sociétés S.G.A. SERVICES S.A. et FMS SERVICES S.A. en tant qu'Administrateurs A de la société.

Pour la société

FJMN EUROPE S.A.

Référence de publication: 2015050454/12.

(150058139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

S.A. HENKEL BELGIUM, succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 55.226.

EXTRAIT

Par décision en date du 13 février 2015, de Conseil d'Administration de la société S.A. HENKEL BELGIUM N.V. a décidé de transférer le siège social de la société de la succursale S.A. HENKEL BELGIUM de L-1511 Luxembourg, 121 Avenue de la Faïencerie à L-1940 Luxembourg, 296-298 route de Longwy, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2015050121/13.

(150057336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Fuelsco, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Bertrange, 20, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 183.947.

EXTRAIT

Par décision en date du 25 mars 2015, l'associée unique a décidé:

- d'accepter les démissions de tous les gérants de la société, à savoir Messieurs Yves Loisel, Danny Vermeulen et Marcel Speklé,
- de nommer Monsieur Paul KAISER, né à Luxembourg, le 25 août 1960, demeurant à L-6921 Roodt-sur-Syre, 4, Banzelt, en qualité de nouveau gérant de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016,
- de nommer Monsieur Steve OMES, né à Esch-sur-Alzette, le 24 mars 1975, demeurant à L-4481 Belvaux, 11 rue de Roanne, en qualité de nouveau gérant de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016,
- de nommer Monsieur Jean-Philippe MERSY, né à Villerupt (France), le 20 avril 1971, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas, en qualité de nouveau gérant de la société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2015050441/20.

(150058526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Musée National des Mines de Fer Luxembourgeoises à Rumelange, Association sans but lucratif.

Siège social: L-3714 Rumelange, Walert.

R.C.S. Luxembourg F 104.

Les présents de l'Assemblée Générale du 3 mars 2015 ont décidé de modifier les articles comme suit:

Art. 8. Les biens et ressources de l'Association se composent notamment:

- du mobilier ainsi que des équipements fixes et mobiles nécessaire au fonctionnement, à l'exclusion des bâtiments mis à la disposition par la Commune par convention;
- des recettes provenant des visiteurs du Musée;
- des subventions accordées par les pouvoirs publics et les particuliers;
- des cotisations de ses associés;
- des dons et legs en sa faveur autorisés dans les conditions de l'article 16 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;
- des recettes diverses.

Art. 9. L'Assemblée Générale des associés est l'organe souverain du Musée National des Mines. Elle délibère sur toutes les questions qui relèvent de l'intérêt de l'Association et elle exerce toutes les attributions qui lui sont dévolues par la loi ou par les présents statuts.

Les associés sont convoqués par le Conseil d'Administration huit jours au moins avant la date de l'Assemblée Générale. L'ordre du jour est fixé par le Conseil d'Administration et joint à la convocation.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire qui a lieu au courant du premier trimestre de chaque année, au siège social, porte obligatoirement sur l'approbation du rapport d'activités, des comptes et du budget du Musée des Mines, la décharge des membres du Conseil d'Administration et du comptable, la cotisation prévue à l'article 5 ainsi que la désignation de deux réviseurs de caisse.

Toute proposition signée par au moins un vingtième des associés doit être portée à l'ordre du jour.

Une délibération de l'Assemblée Générale est en outre obligatoire pour les objets suivants:

- modifications des statuts;
- nomination et révocation des membres du Conseil d'Administration;
- exclusion d'un associé;
- dissolution de l'association.
- l'approbation des budgets et des comptes.

Les délibérations relatives aux modifications des statuts, à l'exclusion d'un membre et à la dissolution de l'association requièrent les quorums de présence et de votation prévus respectivement aux articles 8, 12 et 20 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, telle que modifiée par la suite.

Chaque fois que l'intérêt de l'Association l'exige, une Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée, soit sur l'initiative du Conseil d'Administration, soit à la demande d'au moins un cinquième des associés.

Art. 10. L'Assemblée Générale se compose de tous les associés.

Sans préjudice des stipulations de l'article 9, alinéa 6, l'Assemblée Générale délibère valablement quel que soit le nombre des associés présents.

Ses décisions sont prises à la majorité de voix exprimées, exceptions faites des modifications des statuts, de l'exclusion d'un associé et de la dissolution de l'association qui interviennent dans les conditions de l'article 9, alinéa 6.

Chaque associé dispose d'une voix. Le vote par procuration est possible; la procuration se fait sous forme écrite, à raison d'une seule procuration par associé prenant part aux délibérations.

Les votes interviennent à main levée à l'exception de ceux portant sur les personnes et ceux pour lesquels des associés présents ou représentés exigent un vote par bulletin secret.

Les résolutions et décisions de l'Assemblée Générale sont portées à la connaissance des associés et des tiers par voie de circulaire et sont consignées sur un registre tenu au siège de l'association.

Art. 13. Le Conseil d'Administration procède à la répartition des charges en son sein, en désignant un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier, toutes ces fonctions étant honorifiques.

Le président préside les réunions du Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale.

En cas d'absence il est remplacé par le vice-président ou, à défaut, par le membre le plus ancien en rang au Conseil d'Administration.

Le secrétaire est responsable de la gestion du secrétariat. Il tient à jour le registre des délibérations ainsi que les archives du Musée des Mines. Il gère la correspondance, ensemble avec le président.

Le trésorier gère les fonds du Musée des Mines, procède au recouvrement des cotisations et tient la liste des associés.

Le Conseil d'Administration peut déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de la gestion courante du Musée National des Mines, à l'exclusion de tous les autres pouvoirs, à une ou plusieurs personnes choisies en son sein ou en dehors. En cas de besoin il peut désigner en son sein un secrétaire adjoint et ou un trésorier adjoint.

Art. 14. Le Conseil d'Administration est responsable de la gestion des activités du Musée National des Mines; il exécute les décisions de l'Assemblée Générale et il exerce de façon générale toutes les attributions qui ne sont pas expressément réservées par la loi ou par les présents statuts à l'Assemblée Générale.

Il statue notamment sur tous traités, transactions et compromis, sur tous baux de location, sur toutes acceptations de dons ou de legs, sur tous placements de fonds, recettes et revenus et actes d'administration. Il est habilité à engager du personnel et à fixer la rémunération.

A la fin de l'exercice social, le Conseil d'Administration établit le compte des recettes et dépenses de l'exercice social et le soumet, ainsi que le projet de budget pour l'exercice suivant, pour approbation à l'Assemblée Générale annuelle.

L'excédent favorable du compte appartient à l'Association; il est versé à la réserve. Les pertes éventuelles sont reportées sur l'exercice suivant ou imputés sur la réserve.

Le Conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans les actes judiciaires et extrajudiciaires.

A l'égard des tiers, l'association sera valablement engagée par les signatures conjointes de deux membres du conseil d'administration. Toutefois la correspondance courante et les actes de gestion journalière seront signés valablement par un seul administrateur et/ou par la personne chargée de la gestion courante dans les limites fixées par le Conseil d'Administration.

Art. 15. Le Conseil d'Administration délibère valablement si la moitié de ses membres sont présents ou représentés sachant qu'un administrateur ne peut être représenté que par un autre administrateur et qu'un membre ne peut représenter plus d'un autre membre. Le mandat doit être écrit.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage des voix celle du président est prépondérante.

Art. 16. En cas de dissolution de l'association, l'actif net sera affecté, après liquidation du passif, à une fondation de droit luxembourgeois ou à une association sans but lucratif reconnue d'utilité publique par arrêté grand-ducal poursuivant une activité analogue à celle prévue à l'article 2 des statuts.

Art. 17. Toutes les questions non prévues par les présents statuts sont réglées par la loi précitée du 21 avril 1928, telle que modifiée par la suite, sur les associations et les fondations sans but lucratif.

Référence de publication: 2015050653/85.

(150058209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Luxembourg Investment Company 49 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 195.071.

Changement suivant le contrat de cession de parts du 31 mars 2015:

- Ancienne situation associée:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.: 12.500 parts sociales

- Nouvelle situation associée:

	Parts sociales
BSREP Europe Logistics Lux S.à r.l. une société à responsabilité limitée, ayant son siège à 13-15 avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg enregistrée auprès du Registre du Commerce de Luxembourg sous le numéro B 177803.	12.500
Total	12.500

Luxembourg, le 1^{er} avril 2015.

Pour avis sincère et conforme

Pour Luxembourg Investment Company 49 S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015050586/21.

(150058308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

**Quarteira S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Patriot Court S.à.r.l.).**

Capital social: GBP 20.424,84.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 194.072.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-sixth of March.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

CVI CVF II Lux Master S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 170.644,

here duly represented by Mrs. Cécile GADISSEUR, one of its managers.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Patriot Court S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 194.072, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on January 20th, 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on March 6th, 2015, number 623 (the "Company"). The articles of association have not yet been amended since.

The Sole Shareholder, representing the entire capital, takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company into "Quarteira S.à r.l."

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 4 of the articles of incorporation of the Company which shall henceforth read as follows:

" **Art. 4.** The Company is incorporated under the name of Quarteira S.à r.l."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the share capital of the Company from the pound sterling currency (GBP) to the euro currency (EUR), on the basis of the exchange rate displayed on the official website of the European Central Bank (www.ecb.int) on March 24th, 2015, according to which one euro (EUR 1) is the equivalent of zero point seventy-three thousand four hundred forty pound sterling (GBP 0.73440) so as to bring the capital of the Company from its current amount of fifteen thousand pound sterling (GBP 15,000) to twenty thousand four hundred twenty-four euro and eighty-four cents (EUR 20,424.84).

The par value per share will subsequently be converted from one pound sterling (GBP 1) into one cent (EUR 0.01) so that the share capital is represented by two million forty-two thousand four hundred eighty-four (2,042,484) shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each, which are all held by the Sole Shareholder.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the articles of incorporation of the Company which shall henceforth read as follows:

" **Art. 6.** The Company's share capital is set at twenty thousand four hundred twenty-four euro and eighty-four cents (EUR 20,424.84), represented by two million forty-two thousand four hundred eighty-four (2,042,484) shares, having a par value of one cent (EUR 0.01) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings."

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to revoke Mrs. Paulina DENIS and Mr. Serge MATON from their mandate as manager of the Company and to appoint, with effect as of the date hereof, as manager of the Company for an unlimited duration:

Mrs. Cécile GADISSEUR, born on June 27th, 1972 in Huy, Belgium, professionally residing at 11-13 Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg.

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed in worded in English, followed by a French version and in case discrepancies between the English and the French, the English version will be binding.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-six mars.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

CVI CVF II Lux Master S. à r.l., une société à responsabilité limitée constitué et existant selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B170.644,

ici dûment représentée par Madame Cécile GADISSEUR, une de ses gérants.

La comparante est l'associé unique (l' «Associé Unique») de Patriot Court S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 194.072, constituée par un acte du notaire instrumentant du 20 janvier 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 6 mars 2015, numéro 623 (la «Société»). Les statuts n'ont pas été modifiés entretemps.

L'Associé Unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer le nom de la Société en «Quarteira S.à r.l.».

Seconde résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 4 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 4.** La Société prend la dénomination de Quarteira S.à r.l.»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de convertir le capital social de la Société de la livre sterling (GBP) en euro (EUR) au cours de change du 24 mars 2015 affiché par le site officiel de la Banque Centrale Européenne (www.ecb.int) selon lequel un euro(1.- EUR) est équivalent à zéro virgule soixante-treize mille quatre cent quarante livres sterling (0,73440 GBP), pour porter le capital social de quinze mille livres sterling (15.000.- GBP) à vingt mille quatre cent vingt-quatre euros et quatre-vingt-quatre cents (20.424,84.-EUR).

La valeur nominale par action sera en même temps convertie de une livre sterling (1.- GBP) en un cents (0,01 EUR) de sorte que le capital social est représenté par deux millions quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt-quatre (2.042.484) parts sociales avec la valeur nominale d'un cent (0,01.-EUR) chacune, détenues dans leur totalité par l'Associé Unique.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de vingt mille quatre cent vingt-quatre euros et quatre-vingt-quatre cents (EUR 20.424,84), représentés par deux millions quarante-deux mille quatre cent quatre-vingt-quatre (2.042.484) parts sociales, d'une valeur de un cent (EUR 0,01) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de révoquer Madame Paulina DENIS et Monsieur Serge MATON de leurs mandats de gérants de La Société et de désigner, à dater de ce jour et pour une durée indéterminée, en tant que gérant:

Madame Cécile GADISSEUR, née le 27 juin 1972 à Huy, Belgique, dont l'adresse professionnelle est au 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ mille deux cents euros (EUR 1.200).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ladite comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Gadisseur et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 30 mars 2015. 2LAC/2015/6923. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Référence de publication: 2015050691/118.

(150058382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

SP Securitisation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 195.812.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the third day of February.

Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary public residing in Esc-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Stichting SP Foundation, having its registered office at Strawinskylaan 1749, 1077XX Amsterdam, The Netherlands, duly represented by Fanny Kindler, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this document in order to be registered therewith.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has drawn up the following articles of association of a société à responsabilité limitée, which it declares organised as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There is hereby established a société à responsabilité limitée under the name SP Securitisation S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall have the status of a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the law of 22 March 2004 on securitisation, as amended (the "Securitisation Law"), and which shall be governed by the Securitisation Law, the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Law"), as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. Purpose.

The purposes of the Company are limited to the following:

(a) enter into one or more securitization transactions within the meaning of the Securitisation Law and, in connection therewith, to acquire, own, hold, dispose and pledge (in order to secure its own obligations) one or more notes secured by collateralized loan obligation debt, structured product debt and other assets, administer such note or notes and enter into agreements regarding the receipt, transfer, servicing and/or management of such note or notes and/or security therefor;

(b) manage, assign, pledge and collect amounts due under such note or notes;

(c) issue one or more credit linked notes to investors in one or several private issuances, such credit linked notes secured by substantially all of its assets;

(d) to negotiate, enter into, execute, deliver and perform, assume its obligations under, and perform its duties under, all agreements, instruments and other documents necessary or desirable to evidence, accomplish, or relating to, the foregoing activities and actions (to the largest extent permitted by the Securitisation Law); and

(e) to engage in all additional activities and actions related or incidental to, or in furtherance of, the foregoing (to the largest extent permitted by the Securitisation Law).

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of its

sole shareholder. A transfer of the registered office within the same municipality may be decided by a resolution of both managers or, as the case may be, the board of managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company has a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) consisting of twelve thousand five hundred (12,500) with a par value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The share capital may be increased or reduced at any time by a decision of the sole shareholder of the Company.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares thus issued may be expressed as being exclusively related to one or more specific compartments of the Company.

6.2 Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

6.3 The Company will recognize only one holder per share. The Company shall have one shareholder.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding the sole shareholder shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by the sole shareholder. This register shall contain all the information required by the Companies Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the sole shareholder.

7.2 The sole shareholder may not transfer less than all shares to a transferee.

7.3 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

C. Compartments

Art. 8. Rights attached to compartments.

8.1 The board of managers of the Company may create, in accordance with the terms of the Securitisation Law, one or more compartments within the Company (the "Compartment" or the "Compartments"). Each Compartment shall, unless otherwise provided for in the resolution of the board of managers creating such compartment, correspond to a distinct part of its assets and liabilities. The resolution of the board of managers creating one or more Compartments within the Company, as well as any subsequent amendments thereto shall be binding as of the date of such resolutions against any third party.

8.2 As between the sole shareholder and creditors, each Compartment of the Company shall be treated as a separate entity. Rights of the sole shareholder and creditors of the Company that (i) have, when coming into existence, been designated as relating to a Compartment or (ii) have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a Compartment are, except if otherwise provided for in the resolution of the board of managers having created the relevant Compartment, strictly limited to the assets of that Compartment and which shall be exclusively available to satisfy such shareholder and creditors. Creditors and the sole shareholder of the Company whose rights are not related to a specific Compartment of the Company shall have no rights to the assets of any such Compartment.

8.3 Unless otherwise provided for in the resolution of the board of managers of the Company having created such Compartment, no resolution of the board of managers of the Company may be taken to amend the resolution having created such Compartment or to take any other decision directly affecting the rights of the sole shareholder or creditors whose rights relate to such Compartment without the prior approval of the sole shareholder or creditors whose rights relate to this Compartment. Any decision of the board of managers taken in breach of this provision shall be void.

8.4 The Company may issue securities whose value or yield is linked to specific compartments, assets or risks, or whose repayment is subject to the repayment of other instruments, certain claims or certain categories of shares.

8.5 The assets of a Compartment may only be assigned in accordance with the terms and conditions of the securities issued by the Company to finance the acquisition of such assets.

D. Management

Art. 9. Composition and powers of the board of managers.

9.1 The Company shall be managed by a board composed of not less than two (2) or more than three (3) managers, who need not be shareholders. All managers shall be independent from the Company's sole shareholder, investment manager and noteholders.

9.2 In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose.

9.3 The managers are appointed by the sole shareholder, who fix(es) the term of their office. The managers may be dismissed freely at any time by the sole shareholder, without there having to exist any legitimate reason ("cause légitime").

9.4 The board of managers which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

9.5 The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 10. Meetings of the board of managers.

10.1 The board of managers shall meet upon call by any one manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers, or in the absence of a chairman, the board of managers may appoint another manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

10.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

10.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

10.4 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

10.5 The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting and in the case of equality of votes, no manager, including without limitation the chairman, shall have a casting vote. A manager shall not be entitled to vote at any meeting of the board of managers on any resolution concerning a matter in relation to which he has a conflict and he shall not be counted in the quorum in respect of any such meeting unless he first declares such conflict prior to the start of the meeting and subject to the requirements of Luxembourg law.

10.6 The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. Minutes of the meeting of the board of managers. The minutes of any meeting of board of managers shall be signed by all the managers or, if applicable, the chairman or, in his absence, by the vice-chairman. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by all the managers or, if applicable, the chairman or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 12. Dealing with third parties.

12.1 The Company will be bound in all circumstances by the signature of both managers or, if there are more than two managers, by the joint signature of any two managers and by the signature of any duly authorised representative within the limits of such authorization.

12.2 The manager(s) do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

12.3 The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence (faute grave) or wilful misconduct (faute intentionnelle); in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

E. Decisions of the sole shareholder

Art. 13. Powers of the sole shareholder.

13.1 The amendment of the articles of incorporation requires the approval of the sole shareholder.

13.2 The sole shareholder is vested with the powers expressly reserved to it by the Law (including powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Companies Law) and by these articles of association.

F. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 14. Financial year. The Company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December. The financial statements of the Company are controlled by an external auditor appointed by the board of managers which will fix his remuneration and the term of his contract with the Company.

The external auditor shall fulfil all duties prescribed by Luxembourg law.

Art. 15. Annual accounts.

15.1 Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. The sole shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15.2 On separate accounts (in addition of the accounts held by the Company in accordance with the Companies Law and normal accounting practice), the Company shall determine at the end of each financial year, a result for each Compartment which will be determined as follows:

15.3 The result of each Compartment will consist in the balance of all income, profits or other receipts paid or due in any other manner in relation to the relevant Compartment (including capital gains, liquidation surplus, dividends distribution) and the amount of the expenses, losses taxes and other transfers of funds incurred by the Company during this exercise and which can regularly and reasonably be attributed to the management, operation of such Compartment (including fees, costs, corporate income tax on capital gain, expenses relating to dividend distribution).

15.4 All income and expenses not attributed to any specific Compartment shall be allocated to all the Company's Compartments on a pro rata basis of the shares issued in each Compartment.

15.5 The sole shareholder will approve such separate accounts simultaneously with the accounts held by the Company in accordance with the Companies Law and normal practice. The eventual excess of the total of the credits on the total of the debits on each of these accounts shall be the available amount, subject to as indicated, of a decision of the sole shareholder, for the payment of dividends to the shares of the corresponding Compartment.

Art. 16. Distribution of profits.

16.1 Five per cent (5 %) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10 %) of the share capital. The balance may be freely used by the sole shareholder. Interim dividends may be distributed upon decision of the board of managers.

16.2 The sole shareholder will determine upon recommendation of the board of managers, how the remainder of the annual net profits will be disposed of. Payments of distributions shall be made to the sole shareholder at its address in the register of shareholders. Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of managers shall determine from time to time.

16.3 Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by the Companies Law.

G. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Liquidation.

17.1 Without prejudice to the provisions contained in article 8, and subject to the authorisation of the sole shareholder, each compartment of the Company may be put into liquidation and its shares redeemed by a decision of the board of managers of the Company without affecting any other existing compartment.

17.2 In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the sole shareholder which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

17.3 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed to the sole shareholder of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 18. Governing law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Securitisation Law and the Companies Law.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Stichting SP Foundation, as aforementioned, paid up by a contribution in cash for an amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500), entirely allocated to the share capital.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is as of now available to the Company.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2015.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately 1,500.- euro.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above named person, representing the entire subscribed capital and exercising the powers of the meeting, passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed managers of the Company for an indefinite period of time:

- Aidan John Foley, A manager, born on 8 December 1976 in Waterford (Ireland), professionally residing at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg; and

- Tamas Horvath, B manager, born on 5 November 1977 in Magyar (Hungary), professionally residing at 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person appearing signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le trois février.

Par-devant nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Stichting SP Foundation, ayant son siège social au Strawinskylaan 1749, 1077XX Amsterdam, The Netherlands, dûment représentée par Fanny Kindler, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, paraphée ne varietur par le mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant tel que précisé ci-dessus, a dressé les statuts d'une société à responsabilité limitée, qu'elle déclare constituer comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») sous la dénomination SP Securitisation S.à r.l. qui aura le statut d'une société de titrisation conformément à la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation, telle que modifiée (la «Loi sur la Titrisation») et sera régie par la Loi sur la Titrisation, la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet. Les objets de la Société sont limités à ce qui suit:

(a) conclure une ou plusieurs opérations de titrisation conformément à la Loi sur la Titrisation, afin d'acquérir, posséder, détenir, disposer et gager (afin de garantir ses propres obligations) un ou plusieurs billets garantis par une obligation structurée adossée à un prêt, un produit de dette et autres actifs, administrer ce ou ces billets et conclure des accords relatifs à la réception, au transfert, au service et/ou à la gestion de ce ou ces billets et/ou titres à cet effet;

(b) gérer, céder, gager et percevoir les sommes dues au titre de ce ou ces billets;

(c) émettre un ou plusieurs risques de crédit aux investisseurs par une ou plusieurs émissions privées, ces risques de crédit étant garantis par la quasi-totalité de ses actifs;

(d) négocier, conclure, exécuter, livrer et effectuer, assumer ses obligations, et respecter ses obligations en vertu de, tous les accords, instruments et autres documents nécessaires ou souhaitables afin de prouver, accomplir ou conférer aux activités et opérations précitées (dans la limite permise par la Loi sur la Titrisation); et

(e) se livrer à toutes les activités et opérations supplémentaires liées ou accessoires, ou dans l'objectif de ce qui précède (dans la limite permise par la Loi sur la Titrisation).

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi au Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg. Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de son associé unique. Un transfert du siège social à l'intérieur de la même municipalité pourra être décidé par décision de deux gérants ou, le cas échéant, du conseil de gérance. Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12,500), représenté par douze mille cinq cents (12,500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à tout moment par une décision de l'associé unique de la Société.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales ainsi émises pourront être exclusivement rattachées à un ou plusieurs compartiments déterminés de la Société.

6.2 Chaque part sociale donne droit à une voix aux délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

6.3 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. La Société doit avoir un associé.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire de l'associé unique n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société, où il est mis à disposition de l'associé unique pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi sur les Sociétés Commerciales. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé unique.

7.2 L'associé unique ne peut transférer que la totalité des parts sociales à un cessionnaire.

7.3 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

C. Compartiments

Art. 8. Droits attachés aux compartiments.

8.1 Le conseil de gérance de la Société peut créer, conformément aux dispositions de la Loi sur la Titrisation, un ou plusieurs compartiments au sein de la Société (le «Compartiment» ou les «Compartiments»). Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du conseil de gérance créant un tel compartiment, chaque Compartiment devra correspondre à une partie distincte de l'actif et du passif. La résolution du conseil de gérance créant un ou plusieurs Compartiments au sein de la Société, ainsi que toutes ses modifications subséquentes sera opposable aux tiers à la date de ces résolutions.

8.2 Entre l'associé unique et les créanciers, chaque Compartiment de la Société devra être traité comme une entité séparée. Les droits de l'associé unique et des créanciers de la Société qui (i) lorsqu'ils ont été créés, ont été désignés comme se rattachant à un Compartiment ou (ii) sont nés de la création, du fonctionnement ou de la mise en liquidation d'un Compartiment, sauf disposition contraire prévue dans la résolution du conseil de gérance ayant créé ledit Compartiment, sont strictement limités aux actifs de ce Compartiment et seront exclusivement disponibles pour satisfaire cet associé et ces créanciers. Les créanciers et l'associé unique de la Société dont les droits ne sont pas rattachés à un Compartiment spécifique de la Société n'auront aucun droit aux actifs de ce Compartiment.

8.3 Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du conseil de gérance de la Société ayant créé ledit Compartiment, aucune résolution du conseil de gérance de la Société ne peut être prise afin de modifier la résolution ayant créée ledit Compartiment ou afin de prendre toute autre décision affectant directement les droits de l'associé unique ou des créanciers dont les droits sont rattachés à ce Compartiment. Toute décision du conseil de gérance prise en violation de cette disposition sera nulle.

8.4 La Société peut émettre des sûretés dont la valeur ou l'intérêt est lié à des Compartiments spécifiques, des actifs ou risques, ou dont le remboursement dépend du remboursement d'autres instruments, de certains droits ou de certaines catégories de parts sociales.

8.5 Les actifs d'un Compartiment ne peuvent être transférés que conformément aux termes et conditions des titres émis par la Société afin de financer l'acquisition de ces actifs.

D. Gérance

Art. 9. Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

9.1 La Société est gérée par un conseil composé de minimum (2) gérants ou maximum trois (3) gérants, qui peuvent ne pas être associés. Tous les gérants doivent être indépendants vis-à-vis de l'associé unique de la Société, du gestionnaire et des porteurs de billets.

9.2 Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet social.

9.3 Les gérants sont nommés par l'associé unique qui détermine la durée de leur mandat. Les gérants peuvent être librement révoqués à tout moment par l'associé unique, sans nécessité d'invoquer une cause légitime.

9.4 Le conseil de gérance peut choisir un président parmi ses membres, et peut également choisir un vice-président. Il peut également choisir un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance, qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

9.5 Le décès ou la démission d'un gérant, pour quelque motif que ce soit, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 10. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

10.1 Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, ou en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

10.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

10.3 Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

10.4 Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

10.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion et en cas d'égalité des votes, aucun gérant, en ce compris notamment le président, ne dispose d'une voix prépondérante. Un gérant ne pourra pas voter à une réunion du conseil de gérance concernant une affaire au regard de laquelle il est en conflit et il ne sera pas compté dans le quorum de cette réunion du conseil de gérance sauf s'il a déclaré ce conflit avant l'ouverture de la réunion du conseil de gérance et sous réserve des dispositions de la loi luxembourgeoise.

10.6 Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants ou, le cas échéant, par le président ou, en son absence, par le vice-président. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront signés par tous les gérants ou, le cas échéant, par le président ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 12. Rapports avec les tiers.

12.1 La Société est engagée en toutes circonstances par la signature de deux gérants ou, s'il y a plus de deux gérants, par la signature conjointe de deux gérants et par la signature de tout représentant dûment mandaté dans les limites de son mandat.

12.2 Le ou les gérant(s) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

12.3 La Société indemniserà tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toute action ou tout procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou, à sa demande, de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditriche et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf pour les questions dont il sera finalement jugé dans des actions ou procès où il sera finalement condamné pour faute grave ou faute intentionnelle; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

E. Décisions de l'associé unique

Art. 13. Pouvoir de l'associé unique.

13.1 Toute modification des statuts requiert l'accord de l'associé unique.

13.2 L'associé unique est investi des pouvoirs expressément réservés par la Loi (notamment les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi sur les Sociétés Commerciales) et par les présents statuts.

F. Exercice social - Comptes annuels - Répartition des bénéfices

Art. 14. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre. L'état financier de la Société est contrôlé par un réviseur d'entreprise agréé nommé par le conseil de gérance qui fixera sa rémunération et la durée de son contrat avec la Société.

Le réviseur d'entreprise agréé doit remplir tous les devoirs prévus par la loi luxembourgeoise.

Art. 15. Comptes annuels.

15.1 Chaque année au trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. L'associé unique peut consulter l'inventaire et le bilan au siège social de la Société.

15.2 Sur des comptes séparés (en plus des comptes tenus par la Société conformément à la Loi sur les Sociétés Commerciales et la pratique comptable courante), la Société déterminera à la fin de chaque exercice social, un résultat pour chaque Compartiment qui sera déterminé comme suit:

15.3 Le résultat de chaque Compartiment sera le solde entre tous revenus, profits ou autres produits payés ou dus en quelque forme que ce soit relatifs à ce Compartiment (y compris des plus-values, des bonis de liquidation, des distributions de dividendes) et le montant des dépenses, pertes, impôts et autres transferts de fonds encourus par la Société pendant cet exercice et qui peuvent être régulièrement et raisonnablement attribués à la gestion et au fonctionnement de ce Compartiment (y compris honoraires, coûts, impôts sur plus-values, dépenses relatives à la distribution de dividendes).

15.4 Tous produits et dépenses non attribués à un Compartiment spécifique seront alloués entre les différents Compartiments de la Société proportionnellement aux parts sociales émises dans chaque Compartiment.

15.5 L'associé unique approuvera ces comptes séparés simultanément avec les comptes tenus par la Société conformément à la Loi sur les Sociétés Commerciales et la pratique courante. Par une décision de l'associé unique, l'éventuel surplus résultant du total du solde créditeur sur le solde débiteur sur chacun des comptes sera distribué comme dividendes aux parts sociales du Compartiment correspondant.

Art. 16. Répartition des bénéfices.

16.1 Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10 %) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'associé unique. Des acomptes sur dividendes pourront être versés sur décision du conseil de gérance.

16.2 L'associé unique décidera, sur recommandation du conseil de gérance, comment le surplus des profits annuels sera distribué. Le paiement de distributions se fera à l'associé unique à son adresse figurant sur le registre des associés. Les distributions pourront être payées en la devise et au moment et lieu que le conseil de gérance déterminera périodiquement.

16.3 Des acomptes sur dividendes pourront être versés conformément aux termes et conditions prévues par la Loi sur les Sociétés Commerciales.

G. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Liquidation.

17.1 Sans contrevenir aux dispositions de l'article 8, et sous réserve de l'autorisation l'associé unique, chaque compartiment de la Société pourra être mis en liquidation et ses parts sociales pourront être rachetées par une décision du conseil de gérance de la Société sans avoir aucun effet sur les autres compartiments existants.

17.2 En cas de dissolution de la Société, la Société sera liquidée par un ou plusieurs liquidateurs, qui peuvent ne pas être associés, et qui sont désignés par l'associé unique qui déterminera ses pouvoirs et ses honoraires. Sauf disposition contraire, les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la Société.

17.3 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du paiement du passif sera distribué à l'associé unique de la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 18. Loi Applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi sur la Titrisation et la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Souscription et paiement

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises ont été souscrites par Stichting SP Foundation, susmentionnée, et libérées par voie d'apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), entièrement affecté au capital social.

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) est dès à présent à la disposition de la Société.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2015.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société du fait de sa constitution est évalué à environ 1.500 euros.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la personne susmentionnée, représentant l'intégralité du capital social et exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Aidan John Foley, gérant A, né le 8 décembre 1976 à Waterford (Irlande), résidant professionnellement au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg; et
 - Tamas Horvath, gérant B, né le 5 novembre 1977 à Magyar (Hongrie), résidant professionnellement au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande de la partie comparante, que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante connu du notaire instrument par nom, prénom et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Kindler, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 février 2015. Relation: EAC/2015/3029. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015050817/450.

(150057960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Rivas Capital Partners S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 27, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 195.831.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-quatre mars.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Carlos Rivas, employé privé, célibataire, né à Lisbonne (Portugal), le 8 février 1977, avec adresse professionnelle au 27, route d'Arlon, L-8009 Strassen.

Lequel comparant est ici représenté par Peggy Simon, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 mars 2015,

laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée.

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. Elle peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, incluant sans limitation, des obligations, tout instrument de dette, créances, certificats de dépôt, des unités de trust et en général toute valeur ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit à l'exception d'un emprunt public. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tout transfert de propriété mobilière ou immobilière, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société a comme dénomination «Rivas Capital Partners S.à r.l.».

Art. 5. Siège Social. Le siège social est établi à Strassen.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II. Capital, Parts Sociales.

Art. 6. Capital Souscrit. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale ou au pair, selon le cas, seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Augmentation et Diminution du Capital Social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Parts Sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une ou de plusieurs parts sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi ou non parmi les propriétaires indivis.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, conformément à l'article 189 de la Loi.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par cette dernière conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 9. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Chapitre III. Gérant(s).

Art. 10. Gérants, Conseil de Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou des associés représentant une majorité des voix.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

Art. 11. Pouvoirs du/des Gérant(s). Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le conseil de gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Si le gérant ou le conseil de gérance est temporairement dans l'impossibilité d'agir, la Société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Le gérant ou le conseil de gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou non, qu'ils soient associés ou pas.

Art. 12. Gestion Journalière. Le gérant ou le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le conseil de gérance.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au conseil.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Toute décision du conseil de gérance doit être prise à majorité simple. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-après, les exigences de quorum s'appliqueront et, à cet effet, il ne sera pas tenu compte de l'existence d'un tel conflit dans le chef du ou des gérants concernés pour la détermination du quorum.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Art. 14. Responsabilité, Indemnisation. Le gérant ou le conseil de gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement reconnu(e) impliqué(e) dans telle action,

procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

Art. 15. Conflit d'Intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le conseil de gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Associé(s).

Art. 16. Assemblée Générale des Associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par le biais de tout moyen de communication. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation par le conseil de gérance, ou à défaut, par le conseil de surveillance, s'il existe, ou à défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par tout moyen de communication, un mandataire, lequel n'est pas obligatoirement associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil de gérance.

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au conseil de gérance en vertu de la Loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 18. Procédure - Vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

L'assemblée générale adoptera les décisions à la majorité simple des voix émises, à condition que le nombre des parts sociales représentées à l'assemblée représente au moins la moitié du capital social. Les votes blancs et les votes à bulletin secret ne devront pas être pris en compte.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chapitre V. Année Sociale, Répartition.

Art. 19. Année Sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 20. Approbation des Comptes Annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, selon le cas, des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et comptes annuels au siège social.

Art. 21. Affectation des Résultats. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la Loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaires le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 22. Dividendes Intérimaires. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

- Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
- Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
- Le gérant ou le conseil de gérance est seul compétent pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes,
- Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés et une fois que cinq pour cent (5 %) du profit net de l'année en cours a été attribué à la réserve légale.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation.

Art. 23. Dissolution, Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VII. Loi Applicable.

Art. 24. Loi Applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Toutes les douze mille cinq cents parts sociales (12.500) ont été souscrites par Monsieur Carlos Rivas, pré qualifié.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par un apport en nature consistant en:

- 500 parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune, représentant 100% du capital social de la société Sometimes S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 27, route d'Arlon, L-8009 Strassen, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B95576 (la «Société Apportée»), qui sont transférées et acceptées par la Société à la valeur comptable de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-)

(l'«Apport en Nature»).

Preuve de l'existence et de la valeur de l'Apport en Nature a été donnée au notaire soussigné par la production d'une déclaration ad hoc signée par Monsieur Carlos Rivas, en date du 23 mars 2015, et par une déclaration ad hoc signée par la Société Apportée, datant du 23 mars 2015.

Copies desdites déclarations seront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Réalisation effective de l'apport en nature

Monsieur Carlos Rivas, prénommé, par son mandataire, a déclaré que:

- Il est l'unique propriétaire de l'Apport en Nature contribué et possède les pouvoirs d'en disposer, celui-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;
- le transfert de l'Apport en Nature est effectif à compter de ce jour sans réserves; et
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation aux fins d'effectuer la cession et de la rendre effective partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution a été évalué à environ mille cent Euros (EUR 1.100.-).

Décisions de l'associé unique

L'associé unique décide de:

1. Déterminer le nombre de gérants à un (1).
2. Nommer la personne suivante en tant que gérant de la Société:

- Monsieur Carlos Rivas, employé privé, célibataire, né à Lisbonne (Portugal), le 8 février 1977, avec adresse professionnelle au 27, route d'Arlon, L-8009 Strassen.

La durée du mandat du gérant est illimitée.

3. Déterminer l'adresse du siège social au 27, route d'Arlon, L-8009 Strassen.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 25 mars 2015. Relation: GAC/2015/2541. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 02 avril 2015.

Référence de publication: 2015050735/259.

(150058395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Hipoteca XI Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 192.275.

—
EXTRAIT

La Société a pris connaissance que l'adresse de son gérant, Monsieur Hervé Marsot, se trouve désormais au 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015051184/14.

(150058741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

TES Global Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 263.029,25.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 178.804.

—
In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth day of the month of March.

Before us, Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of TES Global Investments S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 178.804, incorporated on 17 July 2013 by deed of Maître Blanche Moutrier, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2101 on 29 August 2013. The articles of association of the Company have been amended for the last time on 20 February 2015 by deed of notary Maître Edouard Delosch, prenamed, not yet published in the Mémorial.

The Meeting was presided by Ms Antonine Sanchez, juriste, professionally residing in Luxembourg.

There was appointed as secretary and as scrutineer Maître Thierry Kauffman, avocat, professionally residing in Luxembourg.

The bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state as follows:

1. The shareholders present or represented and the number of shares held by them are shown on the attendance list, signed by the chairman, the secretary and scrutineer and the undersigned notary. This list will remain attached to this document to be filed with the registration authorities.

2. It appears from the attendance list that all the shareholders of the Company are present or represented at the present Meeting so that the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

3. The agenda of the Meeting is as follows:

Agenda

1. Amendment of article 12 of the articles of association of the Company so as to read as follows:

“ **12.1.** The Board of Managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the Articles to the General Meeting shall be within the competence of the Board of Managers. Vis-à-vis third parties the Board of Managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts, transaction and operations relative to the Company not reserved by law or the Articles to the General Meeting or as may be provided herein.

12.2. The Company will be bound by the sole Manager's signature in the case of a sole Manager, and in the case of a Board of Managers by the sole signature of any Manager, provided however that in the event the General Meeting has appointed different classes of Managers (namely class A Managers and class B Managers) the Company will be validly bound by the joint signature of one class A Manager and one class B Manager.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole Manager or, in the case of a Board of Managers, by any one of the Managers provided that, in the event of classes of Managers, signatory powers are delegated by one class A Manager and one class B Manager acting together.”

2. Confirmation of the mandate of Mrs Alexandra Cabete Matias as class B manager of the Company as at 6 August 2014 for an unlimited period of time and ratification of all the decisions passed and all the actions taken by the board or Pedro Fernandes das Neves or Alexandra Cabete Matias as managers of the Company since 6 August 2014.

3. Reclassification of all the managers of class A and class B in office in the Company as ordinary managers of the Company so that the board of managers of the Company be composed as follows:

- Mr Pedro Fernandes das Neves, manager
- Mrs Alexandra Cabete Matias, manager

After the foregoing was approved, the following resolutions were passed.

First resolution

The Meeting resolved to amend article 12 of the articles of association of the Company so as to read as set out in the agenda.

Second resolution

The Meeting resolved to confirm the mandate of Mrs Alexandra Cabete Matias as class B manager of the Company as at 6 August 2014 for an unlimited period of time and to ratify all the decisions passed and all the actions taken by the board or Pedro Fernandes das Neves or Alexandra Cabete Matias as managers of the Company since 6 August 2014.

Third resolution

The Meeting resolved to reclassify all the managers of class A and class B in office in the Company as ordinary managers of the Company so that the board of managers of the Company be composed as follows:

- Mr Pedro Fernandes das Neves, manager; and
- Mrs Alexandra Cabete Matias, manager.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand one hundred Euro.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Done in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-neuvième jour du mois de mars.

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des associés (l'«Assemblée») de TES Global Investments S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée constituée conformément aux lois du Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178.804, constituée le 17 juillet 2013 par acte du notaire Maître Blanche Moutrier, résidant à Esch-sur-Alzette,

Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2101, le 29 août 2013. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 20 février 2015 par acte du notaire Maître Edouard Delosch, prénommé, pas encore publié au Mémorial.

L'Assemblée a été présidée par Mlle Antonine Sanchez, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Il a été nommé comme secrétaire et scrutateur Maître Thierry Kauffman, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur la liste de présence, signée par le président, le secrétaire et scrutateur et le notaire soussigné. Cette liste restera attachée à ce document à être déposé auprès des autorités compétentes.

2. Il ressort de la liste de présence que tous les associés sont présents ou représentés à la présente Assemblée de sorte que la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour.

3. L'ordre de jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Modification de l'article 12 des statuts de la Société afin de prendre la teneur suivante:

12.1. Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour gérer les affaires de la Société et autoriser et/ou effectuer tous les actes de disposition et d'administration relevant des objets de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale relèveront de la compétence du Conseil de Gérance. À l'égard de tiers, le Conseil de Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et faire, autoriser et approuver l'ensemble des actes, transactions et opérations qui intéressent la Société et ne sont pas réservés par la loi ou les Statuts à l'Assemblée Générale ou tel que stipulé dans les présents Statuts.

12.2. La Société sera engagée par la signature du Gérant unique en cas d'un Gérant unique, et en cas de Conseil de Gérance, par la signature unique de tout Gérant, étant entendu que si l'Assemblée Générale a nommé différentes classes de Gérants (à savoir des Gérants de classe A et des Gérants de classe B), la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de classe A et d'un Gérant de classe B.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Gérant unique ou, dans le cas d'un Conseil de Gérance, par un des Gérants, à condition qu'en cas de différentes classes de Gérants, les pouvoirs de signature soient délégués par un Gérant de classe A et un Gérant de classe B agissant de concert."

2. Confirmation du mandat de Mme Alexandra Cabete Matias en tant que gérante de classe B de la Société avec effet au 6 août 2014 pour une durée indéterminée et ratification de toutes les décisions et mesures prises par le conseil de gérance ou Pedro Fernandes das Neves ou Alexandra Cabete Matias en tant que gérants de la Société depuis le 6 août 2014.

3. Reclassification de tous les gérants de classe A et de classe B de la Société comme gérants ordinaires de la Société de façon à ce que le conseil de gérance de la Société soit composé comme suit:

- M. Pedro Fernandes das Neves, gérant
- Mme Alexandra Cabete Matias, gérante

Après approbation de ce qui précède, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution

L'Assemblée a décidé de modifier l'article 12 des statuts de la Société tel que rédigé dans l'ordre du jour.

Deuxième résolution

L'Assemblée a décidé de confirmer le mandat de Mme Alexandra Cabete Matias en tant que gérante de classe B de la Société avec effet au 6 août 2014 pour une durée indéterminée et de ratifier toutes les décisions et mesures prises par le conseil de gérance ou Pedro Fernandes das Neves ou Alexandra Cabete Matias en tant que gérants de la Société depuis le 6 août 2014.

Troisième résolution

L'Assemblée a décidé de reclasser tous les gérants de classe A et de classe B de la Société de façon à ce que le conseil de gérance de la Société soit composé comme suit:

- M. Pedro Fernandes das Neves, gérant; et
- Mme Alexandra Cabete Matias, gérante.

Coûts

Les dépenses, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société sont estimés à mille cent euros (EUR 1.100,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais a constaté qu'à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Fait à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu ce procès-verbal, la partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: A. SANCHEZ, T. KAUFFMAN, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 20 mars 2015. Relation: DAC/2015/4963. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 1^{er} avril 2015.

Référence de publication: 2015050849/145.

(150058281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Vatnar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 195.806.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the twentieth day of March.

Before us Me Marc LOESCH, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr Eldur OLAFSSON, director of company, residing at 10J, Hyde Park Mansions, Cabbell St, NW1 5BG London, United Kingdom,

duly represented by Mr Pierre LENTZ, "licencié en sciences économiques", residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on March 18, 2015.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, represented as stated above, has requested the undersigned notary to draw up, as follows, the following articles of a limited liability company to be incorporated:

Art. 1. A limited liability company is hereby formed, that will be governed by these articles and by the relevant legislation. The name of the company is Vatnar S.à r.l..

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place within the Grand-Duchy of Luxembourg by collective decision of the members.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The company may borrow in any form whatever. The company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the law of August 10, 1915.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 5. The corporate capital of the company is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) divided into 12,500 (twelve thousand five hundred) corporate units with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

Art. 6. The capital may be increased or reduced at any time as laid down in article 199 of the law concerning Commercial Companies.

Art. 7. Each corporate unit entitles its owner to a proportional right in the company's assets and profits.

Art. 8. Corporate units are freely transferable among members. The corporate unit transfer to non-members may only be done in accordance with the law on Commercial Companies.

Art. 9. The company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of one of the members.

Art. 10. For no reason and in no case, the heirs, creditors or other rightful claimants of the members are allowed to pursue the sealing of property or documents of the company.

Art. 11. The company will be managed by one or several managers who need not to be members and who are appointed by the general meeting of members.

Towards third parties the managers have the most extensive powers to act each under his sole signature on behalf of the company in all circumstances.

Art. 12. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible. As agents of the company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 13. Every member may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of corporate units he owns and may validly act at the meetings through a special proxy.

Art. 14. Collective decisions are only valid if they are adopted in accordance with the dispositions of the law on Commercial Companies.

Art. 15. The business year begins on 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 16. Every year on 31 December, the annual accounts are drawn up by the managers.

Art. 17. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the company.

Art. 18. At least 5% of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the corporate capital.

The remaining balance is at the disposal of the members.

Art. 19. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be members and who are appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

Art. 20. If, and as long as one member holds all the corporate units, the company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law on Commercial Companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 21. For anything not dealt with in the present Articles of Incorporation, the members refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31 December 2015.

Subscription and payment

The 12,500 (twelve thousand five hundred) corporate units have been entirely subscribed by the sole member, Mr Eldur OLAFSSON, prenamed.

All the corporate units have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in article 183 of the law on Commercial Companies have been fulfilled.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its incorporation is approximately fixed at one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

Resolutions of the sole member

The sole member, prenamed, represented as mentioned above, representing the whole of the corporate capital, passed the following resolutions:

First resolution

Is appointed manager of the company, with the powers indicated in article 11 of the articles of incorporation Mr Pierre LENTZ, "licencié en sciences économiques", born on 22 April 1959 in Luxembourg, residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The manager may appoint agents, fix their powers, competences and dismiss them.

The manager is elected for an unlimited period.

Second resolution

The company's registered office is located at 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and translated into the language of the proxy holder of the appearing person, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mil quinze, le vingt mars.

Par-devant Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Eldur OLAFSSON, administrateur de société, demeurant à 10J, Hyde Park Mansions, Cabbell St, NW1 5BG Londres, Royaume-Uni,

ici représenté par Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

spécialement mandaté à cet effet par une procuration donnée sous seing privé en date du 18 mars 2015.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de Vatnar S.à r.l..

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir chacun sous sa signature individuelle au nom de la société dans toutes les circonstances.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et paiement

Les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ont été entièrement souscrites par l'associé unique, Monsieur Eldur OLAFSSON, prénommé.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi sur les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille deux cents euros (EUR 1.200).

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique prénommé, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Est appelé aux fonctions de gérant de la société avec les pouvoirs définis à l'article 11 des statuts M. Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, né le 22 avril 1959 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Le gérant pourra nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Le mandat du gérant est établi pour une durée illimitée.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est fixé au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Lentz, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 25 mars 2015. GAC/2015/2499. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 1^{er} avril 2015.

Référence de publication: 2015050860/206.

(150057896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Blue Edge SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 6A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 195.871.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth day of February.

Before Us, Maître Martine DECKER, notary, residing in Hesperange.

There appeared:

-“Peak Partners S.A.” existing under the laws of Switzerland, established and having its registered office at 25, rue de la Coulouvrenière, in Geneva (Switzerland), filed with the Registre du Commerce of Geneva under number (IDE/UID) CHE -109.260.967,

here represented by Mr Oscar Casas, lawyer, residing professionally in L-5365 Munsbach, 6A, rue Gabriel Lippmann, by virtue of a power of attorney under private seal given in Luxembourg, on February 2nd, 2015,

Such proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with the registration authorities.

Such appearing person, acting as stated above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a public limited liability qualifying as an investment company with variable share capital, which is hereby incorporated:

Art. 1. Name. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a Luxembourg public limited company (“société anonyme”) qualifying as a Specialized Investment Fund with variable share capital (“société d'investissement à capital variable”) under the name of “BLUE EDGE SICAV SIF” (hereinafter the “Fund”) which will be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended from time to time (the “Law of 2007”), as well as by the present Articles of Incorporation.

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Fund is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstance; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Fund is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Fund is to invest the funds available to it in transferable securities of all types and all other permitted assets according to the Law of 2007, by means of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

Art. 5. Investment objectives and Policies. The purpose of the Fund is to provide investors with an opportunity for investment in a professionally managed mutual investment fund in order to achieve an optimum return from the capital invested.

The Fund will seek to achieve its objectives, in accordance with the policies and guidelines established by the Board of Directors or the Alternative Investment Fund Manager ("AIFM"), if any. For this purpose the Fund offers a choice of Sub-Funds as described in the Offering Document, which allow investors to make their own strategic allocation.

The specific goals and criteria to manage the assets of the various Sub-Funds could be considered as pursuing the following strategies: alternative investment strategies, investment in venture capital, investment in futures contracts (commodity futures and/or financial futures) and/or in options or investment in real estate; as stated, from time to time, in each relevant Appendix of the Offering Document dedicated to each one of these specific goals and criteria.

There can however be no assurance that the investment objective will be successful or that the investment objectives of the Fund will be achieved.

The specific investment policies and risk spreading rules applicable to any particular Sub-Fund shall be determined by the Board of Directors or the Alternative Investment Fund Manager, if any, and disclosed in the Offering Document.

Art. 6. Share Capital, Sub-Funds, Classes and Categories of Shares. The capital of the Fund shall be fully paid up shares of no par value and shall at the time of establishment amount to thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into three thousand one hundred (3,100) shares of no par value. The capital of the Fund shall at any time be equal to the total net assets of the Fund.

The minimum capital shall be at least the equivalent of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) within a period of twelve (12) months following the authorization of the Fund.

For each Sub-Fund, a separate portfolio of investments and assets will be maintained. The different portfolios will be separately invested in accordance with their specific features as described in the Offering Document of the Fund.

The Fund is one single entity; however, the right of investors and creditors regarding a Sub-Fund or raised by the constitution, operation or liquidation of a Sub-Fund are limited to the assets of this Sub-Fund, and the assets of a Sub-Fund will be answerable exclusively for the rights of the Shareholders relating to this Sub-Fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the constitution, operation or liquidation of this Sub-Fund. In the relations between the Fund's Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity. The assets, commitments, charges and expenses that cannot be allocated to one specific Sub-Fund will be charged to the different Sub-Funds pro rata to their respective net assets, if appropriate due to the amounts considered.

The Board of Directors of the Fund may decide at any time to create new Sub-Funds.

The Board of Directors of the Fund may also decide to issue, within each Sub-Fund, different classes of Shares (the "Classes") having e.g. (i) a specific sales and redemption charge structure and/or (ii) a specific management or advisory fee structure and/or (iii) different distribution, Shareholders servicing or other fees and/or (iv) different types of targeted investors and/or (v) different currencies and/or such other features as may be determined by the Board of Directors of the Fund from time to time.

The currency in which the Classes of Shares are denominated may differ from the Reference Currency of the relevant Sub-Fund. The Board of Directors of the Fund or the Alternative Investment Fund Manager, if any, may, at the expense of the relevant Class of Shares, use instruments such as forward currency contracts to hedge the exposure of the investments denominated in other currencies than the currency in which the relevant Class of Shares is denominated.

The Classes of Shares may be sub-divided into Categories of Shares which may differ in respect of their specific features.

Art. 7. Shares.

7.1 The Fund is restricted solely to Well-informed investors such as institutional investors, professional investors and any other qualified investors, as specified under article 2 of the Law of 2007.

Under the Law of 2007, a Well-informed Investor shall be an institutional investor, a professional investor or any other investor who meets the following conditions:

- he has confirmed in writing that he adheres to the status of wellinformed investor, and
- he is committed to invest a minimum of 125,000 Euro in the Fund or he has been the subject to an assessment made by a credit institution, an investment firm or a management company certifying their expertise, experience or knowledge in adequately appraising an investment in the Fund.

Each Share is indivisible with respect of the rights conferred to it. In their dealings with the Board of Directors of the Fund or the Custodian, the co-owners or disputants of Shares must be represented by the same person. The exercise of rights attached to the Shares may be suspended until these conditions are met.

All issued registered shares of the Fund shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Fund or by one or more persons designated thereto by the Fund, and such register shall contain the name of each owner

of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered shares held by him and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Fund that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Fund may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Fund and replaced by new certificates.

7.2 Form, Ownership and Transfer of Shares

Shares of any Class or Category in any Sub-Fund may be issued, upon decision of the Board of Directors as specified in the Offering Document, in registered form.

The inscription of the Shareholder's name in the Share register evidences his or her right of ownership of such Shares. The Shareholder shall receive a written confirmation of his or her Shareholding upon request; no certificates shall be issued.

Fractions of registered Shares will be issued, whether resulting from subscription or conversion of Shares.

Title to Shares is transferred by the inscription of the name of the transferee in the register of Shareholders upon delivery to the Board of Directors of the Fund of a transfer document, duly completed and executed by the transferor and the transferee.

The Board of Directors will not issue or give effect to any transfer of shares of the Fund to any investor who may not be considered as Wellinformed Investor. The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription until such date as it has received sufficient evidence on the qualification of the investor as Well-informed Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a Class or Category is not a Well-informed Investor, the Board of Directors will redeem the relevant shares in accordance with the provisions under Article 8. below "Issue and redemption of Shares".

The Board of Directors will refuse the issue of shares or the transfer of shares, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the shares are sold or transferred is a Well-informed Investor. In considering the qualification of a subscriber or a transferee as a Wellinformed Investor, the Board of Directors will have due regard to the guidelines or recommendations (if any) of the competent supervisory authorities.

Well-informed Investors subscribing in their own name, but on behalf of a third party, must certify to the Board of Directors that such subscription is made on behalf of a Well-informed Investor as aforesaid and the Board of Directors may require evidence that the beneficial owner of the shares is a Well-informed Investor.

7.3 Restrictions on Subscription and Ownership

The Board of Directors may, at any time and at its discretion, temporarily discontinue, terminate or limit the issue of Shares to persons or corporate bodies residing or established in certain countries or territories. The Board of Directors may also prohibit certain persons or corporate bodies from directly or beneficially acquiring or holding Shares if such a measure is necessary for the protection of the Fund or any Sub-Fund, the Shareholders of the Fund or any Sub-Fund.

In addition, the Board of Directors may:

- reject in whole or in part at its discretion any application for Shares; or
- redeem at any time Shares held by Shareholders who are excluded from purchasing or holding such Shares.

In the event that the Board of Directors gives notice of a compulsory redemption for any of the reasons set forth above to a Shareholder, such Shareholder shall cease to be entitled to the Shares specified in the redemption notice immediately after the close of business on the date specified therein.

If it appears at any time that a holder of shares of a Class or Category is not a Well-informed Investor, the Board of Directors will redeem the relevant shares.

Art. 8. Issue and redemption of Shares.

8.1 Issue of Shares

The Board of Directors may issue Shares of any Class or Category within each separate Sub-Fund.

Shares are made available through the Board of Directors on a continuous basis in each Sub-Fund.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued in any Sub-Fund.

Shares shall be issued on the relevant business day (a "Business Day") having been designated by the Board of Directors to be a valuation day for the relevant Sub-Fund (the "Valuation Day"), subject to the right of the Board of Directors to discontinue temporarily such issue as provided in "Temporary Suspension of the Calculation". Whenever used herein,

the term "Business Day" shall mean a day on which banks and the stock exchange are open for business in Luxembourg-City.

The price per Share will be the net asset value ("NAV") per Share of the relevant Class or Category of Shares within each Sub-Fund as of the applicable Valuation Day together with any applicable sales charges. Subject to the laws, regulations, stock exchange rules or banking practices in a country where a subscription is made, taxes or costs may be charged additionally. The NAV per Share of each Class or Category will be available within the period of time determined by the Board of Directors and specified in the Offering Document.

Investors may be required to complete a subscription agreement for Shares or other documentation satisfactory to the Board of Directors indicating that the purchaser or the beneficial owner is not a "U.S. Person" and that he is an Institutional Investor, Professional Investor or a Qualified Investor as specified under article 2 of the Law of 2007. Subscription agreements containing such representations are available from the Board of Directors or the Fund's duly appointed agents. For subsequent subscriptions, instructions may be given by fax, telex or by post.

Payments shall be made within the period of time determined by the Board of Directors and specified in the Offering Document by electronic bank transfer net of all bank charges (except where local banking practices do not allow electronic bank transfers) and in the Reference Currency of the relevant Sub-Fund or in any other currency to the extent provided for in the Offering Document to the order of the Custodian. Failing these payment applications will be considered as cancelled.

The Board of Directors will not issue Shares as of a particular Valuation Day unless the application for subscription of such Shares has been received by the registrar and transfer agent (on behalf of the Fund or directly from the subscriber) by a time dictated by the Board of Directors as more fully described in the Offering Document; otherwise such application shall be deemed to have been received on the next following Business Day. Applications for subscription may also be made through the distributors, in such a case investors should note that other subscription procedures or time limits may apply.

The Board of Directors reserves the right to reject any subscription in whole or in part, in which case subscription monies paid, or the balance thereof, as appropriate, will normally be returned to the applicant within the timeframe as indicated in the Offering Document, provided such subscription monies have been cleared.

No Shares of any Class or Category and Sub-Fund will be issued during any period when the calculation of the NAV per Share in such Class or Category or Sub-Fund is suspended by the Board of Directors.

In the case of suspension of dealings in Shares, the subscription will be dealt with on the first Valuation Day following the end of such suspension period.

The Board of Directors may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities to any Shareholder who agrees, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Fund ("réviseur d'entreprises agréé") which shall be available for inspection, and provided that such securities comply with the investment objectives and policies of the relevant Sub-Fund described in the Offering Document for the Shares of the Fund. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant Shareholders.

To the extent that a subscription does not result in the acquisition of a full number of Shares, fractions of registered Shares shall be issued to one thousandth of a Share.

8.2 Minimum Investment and Holding

Minimum amounts of initial and subsequent investments as well as of holding may be set by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document of the Fund.

8.3 Redemption of Shares

Except as provided in "Temporary Suspension of the Calculation", Shareholders may at any time request redemption of their Shares.

Redemptions will be made at the NAV per Share in the relevant Sub-Fund and Class or Category on any Valuation Day, provided that the applications have been received by the registrar and transfer agent (on behalf of the Fund or directly from the Shareholder) by a time dictated by the Board of Directors of the Fund in Luxembourg, as more specifically described in the Offering Document. Applications received after that time will be deemed to have been received on the next following Business Day. Application for redemption may also be made through the distributors, in such a case investors should note that other redemption procedures and time limits may apply.

Further to potential fluctuations, the redemption price may be higher or lower than the price paid at the time of the subscription or purchase.

Instructions for the redemption of Shares may be made by fax or by post. Applications for redemption should contain the following information (if applicable): the identity and address of the Shareholder requesting the redemption, the relevant Sub-Fund, the relevant Class or Category, the number of Shares or currency amount to be redeemed, the name in which such Shares are registered and full payment details, including name of beneficiary, bank and account number. All necessary documents to fulfil the redemption should be enclosed with such application.

Redemption requests must be accompanied by a document evidencing authority to act on behalf of such Shareholder or power of attorney which is acceptable in form and substance to the Board of Directors. Redemption requests made

in accordance with the foregoing procedure shall be irrevocable, except that a Shareholder may revoke such request in the event that it cannot be honoured for any of the reasons specified in “Temporary Suspension of the Calculation” hereof.

The Board of Directors or the Alternative Investment Fund Manager, if any, shall ensure that an appropriate level of liquidity is maintained in each Sub-Fund in order to make certain at any time, under normal circumstances, the repurchase of Shares of a Sub-Fund.

Upon instruction received from the Board of Directors or the Alternative Investment Fund Manager, if any, payment of the redemption price will be made within the period of time determined by the Board of Directors and specified in the Offering Document. Payment for such Shares will be made in the Reference Currency of the relevant Sub-Fund or, if applicable, in the denomination currency of the relevant Class as disclosed in the Appendices or in any freely convertible currency specified by the Shareholder. In the last case, any conversion cost shall be borne by the relevant Shareholder.

Shares in any Sub-Fund will not be redeemed if the calculation of the NAV per Share of such Sub-Fund is suspended by the Board of Directors in accordance with “Temporary Suspension of the Calculation”.

Furthermore, if on any Valuation Day repurchase requests and conversion requests relate to more than ten percent (10%) of the Shares in issue in a specific Class or Category or Sub-Fund, the Board of Directors may decide that part or all of such requests for repurchase or conversion will be deferred for such period as the Board of Directors considers to be in the best interest of the relevant Sub-Fund, but normally not exceeding one Valuation Day. On the next Valuation Day following such period, these repurchase and conversion requests will be met in priority to later requests.

If, as a result of any request for repurchase, the aggregate NAV of all the Shares held by any Shareholder in any Sub-Fund would fall below the minimum amount referred to in “Minimum Investment and Holding” hereof, the Board of Directors may treat such request as a request to redeem the entire shareholding of such Shareholder in the relevant Sub-Fund.

Art. 9. Conversion of Shares. Except as otherwise specified in the Offering Document, Shareholders who wish to convert all or part of their Shares of a particular Class or Category into Shares of other Class(es) or Category(ies) of Shares (as far as available) within the same Sub-Fund or Shares of the same or different Classes or Categories of Shares (as far as available) of another Sub-Fund must submit an application by fax or by post to the registrar and transfer agent, specifying the Sub-Fund or Sub-Funds, the Class/Category or Classes/Categories concerned and the number of Shares they wish to convert.

A conversion of Shares of a particular Class or Category of one Sub-Fund for Shares of another Class or Category in the same Sub-Fund and/or for Shares of the same or different Class or Category in another Sub-Fund will be treated as redemption of Shares and a simultaneous purchase of Shares of the acquired Sub-Fund. A converting Shareholder may, therefore, realise a taxable gain or loss in connection with the conversion under the laws of the country of the Shareholder’s citizenship, residence or domicile.

Shares may be tendered for conversion on any Business Day.

All terms and conditions regarding the redemption of Shares shall equally apply to the conversion of Shares.

No conversion of Shares will be effected until a duly completed conversion request form or other written notification acceptable to the registrar and transfer agent has been received at the registered office of the registrar and transfer agent (on behalf of the Fund or directly from the Shareholder) by a time dictated by the Board of Directors acting on behalf of the Fund in Luxembourg, as more specifically described in the Offering Document. Applications received after that time will be deemed to have been received on the next following Business Day.

In converting Shares, the Shareholder must where applicable meet the minimum investment requirements referred to in Article 8.2 hereof.

If, as a result of any request for conversion, the aggregate NAV of all the Shares held by any Shareholder in any Sub-Fund would fall below the minimum amount referred to in “Minimum Investment and Holding” hereof, the Board of Directors may treat such request as a request to convert the entire holding of such Shareholder in the relevant Sub-Fund.

Conversions will be made on the basis of the respective NAVs of the relevant Shares of the relevant Class or Category of Shares or Sub-Fund, as of the relevant Valuation Day(s) following receipt by the registrar and transfer agent, of the documents mentioned in the Offering Document, less any conversion charge specified in the Offering Document.

Art. 10. Charges of the Fund.

10.1 General

The Fund shall pay out of the assets of the relevant Sub-Fund all expenses payable by the Sub-Fund which shall include but not be limited to:

- Fees payable to and reasonable disbursements and out-of-pocket expenses incurred by the Fund, the AIFM, the Custodian, the paying agent, the registrar and transfer agent, as applicable;
- All taxes which may be due on the assets and the income of the Sub-Fund (in particular, the “taxe d’abonnement” and any stamp duties payable);
- Usual banking fees due on transactions involving securities held in the Sub-Fund;
- Legal expenses incurred by the AIFM and the Custodian while acting in the interests of the Shareholders;

- The cost of any liability insurance or fidelity bonds covering any costs, expenses or losses arising out of any liability of, or claim for damage or other relief asserted against the Fund and/or the Custodian or other agents of the Fund for violation of any law or failure to comply with their respective obligations under the Articles of Incorporation or otherwise with respect to the Fund;

- The costs and expenses of the preparation and printing of written confirmations of Shares; the costs and expenses of preparing and/or filing and printing of all other documents concerning the Fund, including registration statements and Offering Document and explanatory memoranda with all authorities (including local securities dealers' Incorporations) having jurisdiction over the Fund or the offering of Shares of the Fund; the costs and expenses of preparing, in such languages as are necessary for the benefit of the Shareholders, including the beneficial holders of the Shares, and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under the applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the Net Asset Value; the cost of preparing and distributing public notices to the Shareholders; lawyers' and auditor's fees; and all similar administrative charges, including all advertising expenses and other expenses directly incurred in offering or distributing the Shares.

All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets. Other charges may be amortised over a period not exceeding five (5) years.

10.2 Formation and launching expenses of the Fund

The costs and expenses of the formation of the Fund and the initial issue of its Shares will be borne by the Fund and amortised over a period not exceeding five (5) years from the formation of the Fund and in such amounts in each year as determined by the Board of Directors on an equitable basis.

10.3 Formation and launching expenses of additional Sub-Funds

The costs and expenses incurred in connection with the creation of a new Sub-Fund shall be written off over a period not exceeding five (5) years against the assets of such Sub-Fund only and in such amounts each year as determined by the Board of Directors on an equitable basis. The newly created Sub-Fund shall not bear a pro-rata of the costs and expenses incurred in connection with the formation of the Fund and the initial issue of Shares, which have not already been written off at the time of the creation of the new Sub-Fund.

10.4 Fees of the Investment Managers

Unless otherwise provided in the appendices below, the Investment Managers are entitled to a management fee out of the gross assets of the relevant Sub-Fund payable at the end of each month. Such fee is described in detail for each Sub-Fund in the relevant section in the Appendices below.

Any reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses) incurred by the Investment Managers will be borne by the relevant Sub-Fund.

10.5 Fees for the Investment Advisor

The Investment Advisor is entitled to receive a fee taken out of the Investment Management Fees.

10.6 Fees for the AIFM

The AIFM, in consideration for the investment management services, marketing services and administrative, domiciliary and corporate agency services is entitled to an AIFM fee out of the net assets of each Sub-Fund.

Any reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, cable and postage expenses) incurred by the AIFM will be borne by the relevant Sub-Fund.

10.7 Fees of the Custodian, paying agent, registrar and transfer agent.

The Fund is entitled to pay out of the assets of the relevant Sub-Fund all fees and expenses payable to its Custodian and its correspondents, paying agents, registrar and transfer agent and their sub-contractors,

All or part of the fees due to the Custodian may be subject to Luxembourg VAT at the applicable rate.

Any reasonable disbursements and out-of-pocket expenses (including without limitation telephone, telex, e-mail, web-site, cable and postage expenses) incurred by the Custodian, paying agent, registrar and transfer agent and any custody charges of banks and financial institutions to which custody of assets of Sub-Fund is entrusted, will be borne by the relevant Sub-Fund.

10.8 Performance fee

The Investment Managers and/or the Investment Advisors may be entitled to a performance fee in relation to certain Sub-Funds, as indicated in the Appendices to the Offering Document.

10.9 Other Operating Expenses

The costs and expenses in relation to the tasks and activities required to operate the Fund including without limitation, the fees of independent valuers, appraisers and cost associated to the use of special purpose vehicles.

Art. 11. Accounting year. The accounting year of the Fund shall begin on the 1st January and shall terminate on the 31st December of each year.

The consolidated accounts of the Fund shall be kept in the Reference Currency of the Fund. The financial statements relating to the separate Sub-Funds shall also be expressed in the Reference Currency of the relevant Sub-Fund.

Art. 12. Publications. Audited annual reports will be made available to the Shareholders at no cost to them at the offices of the Fund, the Custodian and any paying agent.

Any other financial information to be published concerning the Fund, including the NAV, the issue, conversion and repurchase price of the Shares for each Sub-Fund and any suspension of such valuation, will be made available to the public at the offices of the Fund, the Custodian and any paying agent.

To the extent required by Luxembourg law or decided by the Board of Directors, all notices to Shareholders will be sent to Shareholders at their address indicated in the register of Shareholders, sent to the Shareholders via e-mail, published on the website of the Fund, in one or more newspapers and/or in the Mémorial.

Art. 13. Determination of the net asset value per share.

13.1 Frequency of Calculation

The NAV per Share for each Class or Category within the relevant Sub-Fund will be calculated at least twice a year as more fully described in the Offering Document (a "Valuation Day"), in accordance with the provisions of "Valuation of Assets" hereinafter. Such calculation will be done by the AIFM in its capacity as administrator.

13.2 Calculation

The NAV per Share for each Class or Category of Shares within the relevant Sub-Fund shall be expressed in the Reference Currency of each relevant Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Sub-Fund attributable to the relevant Class or Category, being the value of the total assets of that Sub-Fund properly allocable to such Class or Category less the portion of liabilities of such Sub-Fund properly allocable to such Class or Category, on any such Valuation Day, by the total number of Shares of such Class or Category then outstanding on the relevant Valuation Day, in accordance with the valuation rules set forth under "Valuation of Assets".

The assets and liabilities of each Sub-Fund are valued in its Reference Currency.

The NAV per Share may be rounded up or down to the nearest Share of the relevant currency as the Board of Directors or the Alternative Investment Fund Manager, if any, shall determine.

13.3 Temporary Suspension of the Calculation

The Board of Directors may suspend the determination of the NAV per Share of any Sub-Fund and in consequence the issue and redemption of its Shares from its Shareholders as well as the conversion from and to Shares of each Sub-Fund:

- when one or more Regulated Markets, stock exchanges or other regulated markets, which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Fund attributable to such Sub-Fund, or when one or more Regulated Markets, stock exchanges or other regulated markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the Fund attributable to such Sub-Fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;
- when, as a result of political, economic, military or monetary events, disposal of the assets of the Fund attributable to such Sub-Fund is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Shareholders;
- in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the Fund attributable to such Sub-Fund, or if, for any exceptional circumstances, the value of any asset of the Fund attributable to such Sub-Fund may not be determined as rapidly and accurately as required;
- if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Fund are rendered impracticable or if purchases and sales of the Fund's assets attributable to such Sub-Fund cannot be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension shall be published and shall be notified to Shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of Shares for which the calculation of the NAV has been suspended.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the NAV per Share, the issue, redemption and conversion of Shares of any other Sub-Fund.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the NAV per Share in the relevant Sub-Fund.

13.4 Valuation of the Assets

The assets of the Fund, in relation to each Sub-Fund, shall be deemed to include:

- (i) All cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (ii) All bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- (iii) All bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned by the Fund;
- (iv) All stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
- (v) All interest accrued on any interest bearing assets owned by the Fund except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

(vi) The preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off;

(vii) The liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in;

(viii) Any amount borrowed on behalf of each Sub-Fund and on a permanent basis, for investment purposes;

(ix) All other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of the assets of each Sub-Fund shall be determined as follows:

a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

b) The value of securities listed or dealt in on a Regulated Market, stock exchange or other regulated markets will be valued at the last available price on such markets. If a security is listed or traded on several markets, the closing price at the market which constitutes the main market for such securities, will be determining;

c) In the event that the securities are not listed or dealt in on a Regulated Market, stock exchange or other regulated markets or if, in the opinion of the Board of Directors or the Alternative Investment Fund Manager, if any, the latest available price does not truly reflect the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be defined by the Board of Directors or the Alternative Investment Fund Manager, if any, based on the reasonably foreseeable sales proceeds determined prudently and in good faith by the Board of Directors or the Alternative Investment Fund Manager, if any;

d) Units and shares of Underlying Funds are based on the last available value provided by the AIFM or any other reliable party involved with the Underlying Target Funds. For the purpose of Calculating the Net Asset Value of the Sub-Fund, the Fund may allow the use of an estimate of value of the relevant underlying target funds.

e) The liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on Regulated Markets, stock exchange or other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors or the Alternative Investment Fund Manager, if any, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on Regulated Markets, stock exchange or other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on Regulated Markets, stock exchange or other regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the Fund; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors or the Alternative Investment Fund Manager, if any, may deem fair and reasonable;

f) The NAV per Share of any Sub-Fund may be determined by using an amortised cost method for all investments with a known short term maturity date. This involves valuing an investment at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium, regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the investments. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which value, as determined by amortisation cost, is higher or lower than the price such Sub-Fund would receive if it sold the investment. The AIFM will continually assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that the relevant Sub-Fund's investments will be valued at their fair value as determined in good faith by the AIFM. If the AIFM believes that a deviation from the amortised cost per Share may result in material dilution or other unfair results to Shareholders, the AIFM shall take such corrective action, if any, as they deem appropriate to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results;

The relevant Sub-Fund shall, in principle, keep in its portfolio the investments determined by the amortisation cost method until their respective maturity date;

g) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument related swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the AIFM;

h) All other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the AIFM;

i) The AIFM, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

In the event that extraordinary circumstances render valuations as aforesaid impracticable or inadequate, the AIFM is authorised, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Fund.

If since the time of determination of the NAV per Share of any Class or Category in a particular Sub-Fund there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of such Sub-Fund are dealt in or quoted, the AIFM may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Fund, cancel

the first valuation of the NAV per Share and carry out a second valuation. All the subscription, redemption and exchange orders received on such day will be dealt at the second NAV per Share.

The liabilities of the Fund shall be deemed to include:

- (i) All loans, bills and accounts payable;
- (ii) All accrued interest on loans of the Fund (including accrued fees for commitment for such loans);
- (iii) All accrued or payable administrative expenses;
- (iv) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property;
- (v) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the relevant Valuation Day, as determined from time to time by the Board of Directors and other reserves, if any, authorized and approved by the Board of Directors; and
- (vi) All other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares of the Fund. In determining the amount of such liabilities, the Board of Directors shall take into account all expenses payable and all costs incurred by the Fund, which shall comprise inter alia the fees and expenses detailed in its corresponding Section.

The NAV per Share for each Sub-Fund is determined by the AIFM acting in its capacity as administrator and made available at its registered office.

Each Sub-Fund shall be valued so that all agreements to purchase or sell securities are reflected as of the date of execution, and all dividends receivable and distributions receivable are accrued as of the relevant exdividend dates.

Art. 14. Distribution policy. The Board of Directors may declare annual or other interim distributions out from the investment income gains and realised capital gains and, if considered necessary to maintain a reasonable level of dividends, out of any other funds available for distribution.

Notwithstanding the above, no distribution may be made as a result of which the total net assets of the Fund would fall below the equivalent in the Reference Currency of the Fund of the minimum amount of the net assets of undertakings for collective investment, as required by Luxembourg law.

Distributions made and not claimed within five years from their due date will lapse and revert to the relevant Sub-Fund.

Art. 15. Amendments to the Articles of Incorporation. The general meeting of shareholders and in accordance with Luxembourg law, subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, may do such amendments to these Articles of Incorporation as it may deem necessary in the interest of the Shareholders.

Art. 16. Duration, Liquidation and Amalgamation of the Fund or of any Sub-Fund, Class or Category. The Fund and each of the Sub-Funds have been established for an unlimited period of time. The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in article 15 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital indicated, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the share represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital set by Article 6 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting. The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Fund have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and the compensation.

The event leading to dissolution of the Fund must be announced by a notice published in the Mémorial. In addition, the event leading to dissolution of the Fund must be announced in at least two newspapers with appropriate distribution, at least one of which must be a Luxembourg newspaper. Such event will also be notified to the Shareholders in such other manner as may be deemed appropriate by the Board of Directors.

The general meeting or, as the case may be, the liquidator it has appointed, will realise the assets of the Fund or of the relevant Class(es), Category(ies) and/or Sub-Fund(s) in the best interest of the Shareholders thereof, and upon instructions given by the general meeting, the Custodian will distribute the net proceeds from such liquidation, after deducting all liquidation expenses relating thereto, amongst the Shareholders of the relevant Class(es), Category(ies) and/or Sub-Fund(s) in proportion to the number of Shares held by them. The general meeting may distribute the assets of the Fund or of the relevant Class(es), Category(ies) and/or Sub-Funds wholly or partly in kind to any Shareholder who agrees in compliance with the conditions set forth by the general meeting (including, without limitation, delivery of independent valuation report issued by the auditors of the Capital) and the principle of equal treatment of Shareholders.

At the close of liquidation of the Fund, the proceeds thereof corresponding to Shares not surrendered will be kept in safe custody with the Luxembourg Caisse de Consignation until the prescription period has elapsed. As far as the liquidation of any Class, Category and/or Sub-Fund is concerned, the proceeds thereof corresponding to Shares not surrendered for repayment at the close of liquidation will be kept in safe custody with the Custodian; after the legal delay, these proceeds shall be kept in safe custody at the Caisse de Consignation.

Shares may be redeemed, provided that Shareholders are treated equally.

In the event that for any reason whatsoever, the value of assets of a Class, Category or Sub-Fund should fall down to such an amount considered by the Board of Directors as the minimum level under which the Class, Category or Sub-Fund may no longer operate in an economic efficient way, or in the event that a significant change in the economic or political situation impacting such Class, Category or Sub-Fund should have negative consequences on the investments of such Class, Category or Sub-Fund or when the range of products offered to clients is rationalized, the Board of Directors may decide to conduct a compulsory redemption operation on all shares of a Class, Category or Sub-Fund, at the net asset value per share applicable on the Valuation Day, the date on which the decision shall come into effect (including effective prices and expenses incurred for the realisation of investments). The Fund shall send a notice to the shareholders of the relevant Class, Category or Sub-Fund, before the effective date of compulsory redemption. Such notice shall indicate the reasons for such redemption as well as the procedures to be enforced. Unless otherwise stated by the Board of Directors, shareholders of such Class, Category or Sub-Fund, may not continue to apply for the redemption or the conversion of their shares while awaiting for the enforcement of the decision to liquidate. If the Board of Directors authorizes the redemption or conversion of shares, such redemption and conversion operations shall be carried out according to the clauses provided by the Board of Directors in the sales documents of shares, free of charge (but including actual prices and expenses incurred for the realisation of the investments, closing expenses and non-paid-off setting-up expenses) until the effective date of the compulsory redemption.

Under the same circumstances as provided in the paragraph above in relation to the liquidation of Class(es), Category (ies) and/or Sub-Funds, the Board of Directors may decide to amalgamate a Class, Category and/or Sub-Fund into another Class, Category and/or Sub-Fund. Shareholders will be informed of such decision by a notice sent to the Shareholders at their address indicated in the register of Shareholders or in such manner as may be deemed appropriate by the Board of Directors and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Class, Category and/or Sub-Fund. Such publication will be made at least one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, before the operation involving contribution into the new Class, Category and/or Sub-Fund becomes effective.

The Board of Directors may decide to allocate the assets of any Class, Category and/or Sub-Fund to those of another UCI submitted to the Law of 2007 or to another sub-fund within such other UCI (such other UCI or sub-fund within such other UCI being the "new Fund") (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders) where the value of the net assets of any Class, Category and/or Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for the Class, Category and/or Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or in case of a significant change of the economic or political situation or as a matter of rationalisation. Such decision will be announced by a notice sent to the Shareholders at their address indicated in the register of Shareholders or in such manner as may be deemed appropriate by the Board of Directors (and, in addition, the notice will contain information in relation to the new Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period. After such period, Shareholders having not requested the redemption of their Shares will be bound by the decision of the Board of Directors or the, provided that only the Shareholders having expressly consented thereto may be transferred to a foreign UCI.

Art. 17. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Fund is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Fund who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Fund may have in any transaction of the Fund an interest opposite to the interests of the Fund, such director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any affiliated or associated company, or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 18. Directors. The Fund shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members. The members of the Board of Directors shall not necessarily be shareholders of the Fund.

The directors shall be elected by the General Meeting of shareholders for a period up to six years. They shall be eligible for re-election.

If a legal entity is appointed director, it must appoint an individual through whom it shall exercise its director's duties. In this respect, a third party shall have no right to demand the justification of powers; the mere qualification of representative or of delegate of the legal entity being sufficient.

The term of office of outgoing directors not re-elected shall end immediately after the General Meeting which has replaced them.

Any director may be removed from office with or without giving a reason or be replaced at any time by a resolution adopted by the General Meeting of shareholders.

Any candidate for the function of Director who is not mentioned in the agenda of the General Meeting of shareholders must be elected by two-thirds (2/3) of the votes of the shareholders present or represented.

Potential directors mentioned in the agenda of the Annual General Meeting must be elected by the majority of the votes of the shareholders present or represented.

In the event a seat on the board falls vacant because of death, resignation or otherwise, the remaining Directors appointed by the General Meeting may appoint, by majority vote, a director to temporarily fill such vacancy until the next General Meeting of shareholders, which shall ratify such appointment.

Art. 19. Chairmanship and Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall choose a Chairman from among its members and may also choose one or more vice-chairman from among its members. It may also appoint a secretary, who needs not to be a director. Meeting of the Board of Directors shall be called by the chairman or any two directors, and held at the place, date and time indicated in the notice of meeting. Any director may take part in any meeting by appointing another director as his proxy, in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar written means of communication. Any director may represent one or more of his colleagues.

Meetings of the Board of Directors shall be chaired by its chairman, or failing that, the oldest director attending the meeting.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors are present or represented. Resolutions shall be adopted by a majority vote of the directors present or represented. In the event that, at any meeting of the Board of Directors, the number of votes for and against a resolution is equal, the person chairing the Board of Directors' meeting shall have a casting vote.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications whereby all persons participating in a meeting can hear each other. Participation in a meeting by such means shall be equivalent to a physical presence at such meeting.

Notwithstanding the foregoing clauses, directors may also vote by means of a circular document. The resolution shall be approved by the directors by each of them signing either a single document or multiple copies of the same document. Such resolution shall have the same validity and force as if they had been voted during a Board meeting, duly convened and held, and can be proven by letter, fax, telegram or any similar means.

The minutes of the meetings of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or by the person who chaired such meeting in his absence.

Copies or extracts of such minutes needed as evidence in court or otherwise shall be signed by the Chairman, or by the secretary, or by two directors or by any person authorised by the Board of Directors.

Art. 20. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors has the most extensive powers to perform all acts of administration and disposal in the Fund's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation for the General Meeting of shareholders shall fall within the remit of the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Fund and its powers to carry out acts in furtherance of the investment policy to the AIFM.

Furthermore, the Board of Directors or the AIFM on behalf of the Fund may appoint one or more investment managers and/or investment advisors with respect to the implementation of the investment policy of the Fund.

Any such appointment may be revoked by the Board of Directors or the AIFM on behalf of the Fund at any time.

Art. 21. Signatory Powers. The Fund will be bound by joint signature of any two Directors, Officers or of any other persons to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Fund. The general meeting of shareholders of the Fund shall represent the entire body of shareholders of the Fund. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the Class or Category of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at Luxembourg at the registered office, each year on the 20th June at 3.00 p.m.

If such day is a legal or bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders or at such other address indicated by the relevant shareholder. The giving of such notice to registered shareholders need not to be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

All shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters. Each share of whatever Class or Category is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or facsimile transmission, who need not to be a shareholder and who may be a director of the Fund.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 23. Auditor. In accordance with the Law of 2007, the books and the preparation of all declarations required by Luxembourg law shall be supervised by an independent auditor ("Réviseur d'Entreprises agréé") who shall be appointed by the General Meeting and who shall be remunerated by the Fund.

The incumbent independent auditor may be dismissed at any time by the General Meeting.

Art. 24. Custody of the assets of the Fund. To the extent required by the Law of 2007, the Fund shall enter into a custody agreement with a banking or savings institution as defined by the law of 5 April 1993 on the supervision of the financial sector, as amended (the "Custodian").

The Custodian shall have the powers and responsibilities provided for by the Law of 2007.

If the Custodian wishes to resign, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a replacement within two months of the effectiveness of such resignation. The Board of Directors may terminate the custody agreement but may not remove the Custodian from office unless a replacement has been found.

Art. 25. Applicable law, Jurisdiction, Language. The Articles of Incorporation are pursuant the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Any claim arising between the Shareholders, the Investment Manager, the AIFM and the Custodian shall be settled according to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg, provided, however, that the Investment Manager, the AIFM and the Custodian may subject themselves and the Fund (i) to the jurisdiction of courts of the countries in which the Shares are offered or sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, (ii) with respect to matters relating to subscriptions, redemptions and conversions by Shareholders resident in such countries, to the laws of such countries.

English shall be the governing language of these Articles of Incorporation.

Art. 26. Miscellaneous. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law and the law of 10th August 1915 on Commercial Companies and amendments thereto.

Transitory provisions

1. The first fiscal year shall begin on the date of incorporation of the Company and end on the 31st December 2015.
2. The annual general meeting shall be held for the first time on the day, time and place as indicated in these Articles of Incorporation in 2016.

Subscription and Payment

The initial share capital of the Company is subscribed by:

Peak Partners S.A., prenamed, which subscribes all the three thousand one hundred (3,100) shares of no par value, resulting in a total payment of thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-).

All the shares have been fully paid up by payments in cash, so that the sum of thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) is as of now at the free disposal of the Company, as was certified to the officiating notary.

Statement

The undersigned notary declares that the conditions enumerated in Article 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Valuation

The expenses which shall be borne by the Corporation as a result of its organization are estimated at approximately EUR 2,900.-.

Extraordinary general meeting

The above-named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as having received due notice has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and passed the following resolutions:

1) The following have been elected as directors:

- Mr. Frédéric Rosset, born on August 18th, 1959, in Bougy-Villars, Switzerland, with professional address at 25, rue de la Coulouvrenière, Ch-1204 Geneva, Switzerland;

- Mr Peter Drost, born on November 20th, 1979, in Breda, the Netherlands, with professional address at 25, rue de la Coulouvrenière, Ch- 1204 Geneva, Switzerland;

- Mr Aid Nanic, born on January 14th, 1983, in Sarajevo, Bosnia/Herzegovina, with professional address at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365, Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg;

The duration of their mandates is fixed on one (1) year for a period ending on the date of the general meeting of shareholders to be held in 2016.

2) Has been appointed as independent auditor:

- PricewaterhouseCoopers, Société cooperative, having its registered office at 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Register under number B 65.477.

The duration of its mandate is fixed on one (1) year for a period ending on the date of the general meeting of shareholders to be held in 2016.

3) The address of the registered office of the Fund is fixed at L-5365 Munsbach, 6A, rue Gabriel Lippmann, Grand-Duchy of Luxembourg.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Hesperange on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the said person appearing, known to the notary by the surname, first name, civil status and residence, the person appearing signed together with the undersigned notary, this original deed.

Signé: Casas, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 27 février 2015. Relation: 1LAC/2015/6036. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 31 mars 2015.

Référence de publication: 2015051008/697.

(150059091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Financière Tawioun S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2612 Luxembourg, 45, Tawioun.

R.C.S. Luxembourg B 68.584.

L'an deux mille quinze, le vingt-quatre mars.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Marc SCHINTGEN, administrateur de sociétés, né le 09 mars 1965 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg,

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société anonyme - société de gestion de patrimoine familial "Financière Tawioun S.A.", avec siège social à L-2612 Luxembourg, 45 Tawioun, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 68.584, a été constituée originellement sous la dénomination «Yashiro S.A.», suivant acte reçu par le notaire Paul FRIEDERS, de résidence à Luxembourg en date du 3 février 1999, publié au Mémorial C numéro 341 du 12 mai 1999, qu'elle a été modifiée suivant un acte reçu par Maître Alex WEBER, en date du 7 mars 2008, publié au Mémorial C, numéro 1039 du 26 avril 2008

- Que le capital social est fixé à quarante mille euros (40'000,- EUR), représenté par quatre cents (400) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

- Que la partie comparante est la seule et unique actionnaire de ladite société et qu'elle s'est réunie en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux cent dix mille euros (EUR 210.000) afin de porter le capital de son montant actuel de quarante mille euros (EUR 40.000) à deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-) par la création et l'émission de deux mille cent (2'100) actions nouvelles, d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR), jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Souscription et libérations

L'actionnaire unique déclare souscrire les deux mille cent (2'100) actions nouvelles et les libérer par un apport en espèces d'un montant total de deux cent dix mille euros (EUR 210'000), lequel montant se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide en conséquence de ce qui précède de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à deux cent cinquante mille euros (250'000,- EUR), représenté par deux mille cinq cents (2'500) actions, d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR), intégralement libérées.»

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de 1.500,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Marc SCHINTGEN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 26 mars 2015. Relation GAC/2015/2570. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015051128/47.

(150059105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

LSREF3 Lusort Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 182.309.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Référence de publication: 2015050602/10.

(150058648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Optique New Look, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3850 Schifflange, 17-19, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 55.507.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour OPTIQUE NEW LOOK

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015050681/12.

(150058211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Le Lac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 162.161.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 20 mars 2015 à Luxembourg

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle à l'adresse suivante:

44, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg

Par ailleurs, le Conseil d'Administration informe que l'adresse de JALYNE S.A. a également changé:

JALYNE S.A., 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, représentée par Jacques BONNIER, 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Copie certifiée conforme
K. LOZIE / JALYNE S.A.
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015050580/18.

(150058043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Malgrolux s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9710 Clervaux, 2, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 116.646.

L'an deux mille quinze, le cinq mars.

Pardevant Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux.

a comparu:

Monsieur Serge MALGET, agent principal d'assurances, né à Ettelbruck, le 04 octobre 1966, demeurant à L - 9191 Welscheid, 1, an der Hueschert

seul et unique associé de la société à responsabilité limitée «MALGROLUX s.à.r.l.» faisant le commerce sous l'enseigne commerciale de «Agence principale Serge Malget & Mady Grommes» (2006 2418 207) avec siège social à L- 9710 Clervaux, 2, Grand-Rue, B 116646,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 24 mai 2006, publié au Mémorial C no 1564 du 17 août 2006, page 75.065.

- Que l'ordre du jour est conçu comme suit:

1. changement de l'enseigne commerciale et modification subséquente de l'article 2 des statuts;
2. Divers

L'associé a ensuite abordé l'ordre du jour et a pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

Unique résolution

L'assemblée décide à l'unanimité de changer l'enseigne commerciale en «Agence principale Serge Malget» et de donner la teneur suivante à l'article 2 des statuts:

« **Art. 2.** La société prend la dénomination de MALGROLUX s.à.r.l. faisant le commerce sous l'enseigne commerciale de «Agence principale Serge Malget».»

DONT ACTE, fait et passé à Clervaux, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Malget, Martine Weinandy.

Enregistré à Diekirch Actes Civils. Relation: DAC/2015/3881. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Releveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Clervaux, le 02 avril 2015.

Référence de publication: 2015050634/34.

(150058261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.